

LIBR PAGE 18

Le Monde

Directeur : Jacques Fouvet

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.s.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris .
Télex Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23

هكذا من الأصل

THOMAS FERENC
(Lire la suite page 9.)

Il est vrai que, en cette période de crise, la solidarité nationale veut que le chasseur français tire français. Il est vrai également que le climat national veut que tous les coups soient bons, y compris ceux des justis à tirer dans les coins.

Très grave polémique, actuellement, entre M. Dura-four, de Saint-Rhémy, et M. Roland Leroy, de l'Humanité. Le premier reproche au second la vente de deux mille armes de chasse soviétiques à la fête de l'Humanité, en pleine période d'ouverture de la chasse et en un temps où l'industrie française de la Manufacture a des difficultés ; le second reproche au premier d'avoir, au temps où il était au gouvernement, laissé doter l'armée et la police françaises d'armes étrangères.

EUROPE

La Pologne à la recherche de l'équilibre

Après un premier article dans lequel Bernard Bruguère a analysé la situation politique de la Pologne (« Le Monde » du 10 septembre), Michel Boyer aborde ci-dessous les problèmes économiques auxquels est confronté M. Gierk.

Varsovie. — Les Polonais n'ont pas de chance avec le ciel. Les intempéries de 1977 ont été une nouvelle mauvaise année pour l'agriculture. Le bilan sera lourd. La Pologne devra importer des quantités supplémentaires de blé et de fourrages, ce qui pèsera sur

sa balance commerciale et son endettement extérieur.

De Varsovie à Cracovie, dans tout le sud du pays, les cultures, vus d'avion, apparaissent tronçonnées de grandes flaques. Les champs sont inondés. Et les longues et étroites charrettes glissent sur des routes mouillées. La présence des chevaux — plus de deux millions contre un demi million de tracteurs et un million d'automobiles — fait ressembler la campagne polonaise à celle de la France d'autrefois et témoigne du retard de l'agriculture, un des points faibles de l'économie.

Les crochets vides

Déjà les ménagères ont fait des stocks de farine, laquelle se fait rare dans les magasins de la capitale. Nouvelle préoccupation, après le manque de viande dont les Polonais sont grands consommateurs (70 kilos par personne et par an, 80 kilos en France). Face à l'Institut scientifique de l'agriculture, une dizaine de femmes font la queue, attendant l'ouverture d'une boncherie. Ces difficultés d'approvisionnement donnent naissance à de multiples plaisanteries, les magasins étant affublés d'un nom phonétiquement japonais : « les nagis haki », c'est-à-dire, « les crochets vides ».

Des qualités de viande supérieure, dite « préparée », ont été mises en vente, mais à un prix également supérieur. Le double. Ce système, qui permet aussi de masquer la hausse des prix à la consommation (4,2 % officiellement en 1976), favorise les uns aux dépens des autres. Une certaine économie parallèle s'est développée, mais elle est marquée par une relative pratique du travail noir, liée à la défaillance des services, et du marché noir. Le cours du dollar, pour les touristes est de 33 zlotys dans les bureaux de change, mais quelques mètres plus loin la monnaie américaine s'échange pour le triple. Apparemment, tout va bien. Mais le son compte : l'étranger, qui obtient davantage de zlotys ; le Polonais, qui peut acheter certaines marchandises dans des boutiques spécialisées ou bien acquiescer plus rapidement une voiture, et même l'Etat. Le marché noir a pour ainsi dire été légalisé, ce qui a permis au pays de maintenir un certain équilibre en devises sans justifier de leur origine. Il s'agit sans doute des maîtres d'une économie à cheval entre l'Est et l'Ouest, mais ces soupapes, qui favorisent

les débrouillards, ne correspondent pas obligatoirement à l'idéal socialiste, fidèle aux doctrines de son otage.

La Pologne, dont la croissance a été forte depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gierk, est en fait au bord de la société de consommation. Elle a connu la circulation automobile dans les villes et la recherche d'un jean d'origine. Il lui reste à franchir quelques pas, qui rendent particulièrement difficiles la manœuvre conjoncturelle internationale. Il lui reste surtout à résoudre son problème agricole dont dépend sinon la santé, au moins le moral de la population.

La pluie complique la tâche du gouvernement et elle ne change pas les données de fond : dimension trop faible des exploitations agricoles (7 hectares en moyenne), insuffisance de la mécanisation. Dans l'immédiat, alors que le cheptel s'est reconstitué, la Pologne devra acheter davantage de céréales et de fourrages (8 millions de tonnes de blé au lieu des 6 millions prévus, un coût additionnel de 200 millions de dollars). Parallèlement, ce qui peut apparaître comme une contradiction, elle s'efforcera de maintenir ses exportations traditionnelles : jambon vers les Etats-Unis, bacon vers la Grande-Bretagne, volailles vers l'Allemagne, des produits de la pêche vers des recettes en devises.

Pour l'avenir, les autorités polonaises spéculent sur le vieillissement de la population agricole et donc sur la disparition des paysans. Elles espèrent ainsi échapper à la tâche de lever par le versement de retraites, afin de réaliser un regroupement des terres par étapes. L'objectif est d'atteindre une superficie moyenne des fermes de 12 hectares en 1985 et de refaire

II. — LA MANŒUVRE

(De notre envoyé spécial MICHEL BOYER.)

du pays un exportateur net de produits agricoles. Il s'agit à cet effet, reconnaissant les spécialistes, de tirer profit des expériences étrangères, notamment de celles qui ont été réalisées aux Pays-Bas et surtout au Danemark. La coopérative spécialisée à la danoise fait ainsi figure de modèle.

L'obsession de la collectivisation, dénoncée par un ancien ministre dans un récent mémoire, paraît avoir perdu du terrain, du moins au niveau des experts. L'agriculture est, en tout cas, une des priorités du plan quinquennal 1976-1980 puisque 600 milliards de zlotys seront consacrés aux investissements dans ce secteur. Les objectifs sont ambitieux : doubler la production de tracteurs d'ici à 1980 (de 35 000 à 110 000 par an), notamment par la construction sous licence Massey-Ferguson d'une deuxième usine à Ursus, qui est l'un des centres des graves incidents de juin 1976 ; doubler la consommation d'engrais par hectare d'ici à 1980 ; diminuer de moitié le nombre des fermes de moins de 2 hectares et des deux tiers celui des chevaux ; augmenter le revenu paysan qui, actuellement, avec 3 500 zlotys par mois, représente 80 % du salaire moyen.

En dehors des facteurs historiques, la remise en ordre de l'économie bute aussi sur la réforme de la structure des prix, qui, à la suite des révoltes de l'an dernier, sont restés bloqués à leur

Deux années « maigres »

A l'heure actuelle, la « manœuvre » — comme on l'appelle à Varsovie — qui consiste à réajuster l'équilibre entre l'offre et la demande après des années d'industrialisation accélérée — le plan a été surréaliste, ce qui n'est pas un signe de parfaite maîtrise des phénomènes économiques, mais s'avère délicate. « Une hausse des prix est inévitable », reconnaît M. Pawel Bork, principal conseiller économique de M. Gierk, « mais il faut maintenir le niveau de vie et tenir compte des facteurs politiques et psychologiques ».

Echoués par l'expérience, les responsables du pays soulignent la nécessité d'agir avec la plus grande « prudence » et d'accroître, avant d'annoncer des mesures, l'offre de biens de consommation. « Il est impossible de parler d'augmentation des prix d'un produit qui n'existe qu'en faible quantité », souligne M. Boyer. Il est donc qu'une hausse des prix n'interviendra pas avant les résultats de la prochaine récolte, quelle sera précédée d'une explication auprès des consommateurs, appliquée à un taux modéré et étalée sur plusieurs années. La commission spécialisée, mise en place en septembre 1976, doit remettre son rapport d'ici à la fin de l'année, qui sera soumis aux instances supérieures du parti ouvrier unifié polonais au début de 1978.

Les hausses de prix seront également accompagnées de compensations plus fortes pour les bas salaires que pour les hauts, contrairement à ce qui avait été annoncé l'an dernier. Actuellement, l'éventail des rémunérations est allé de 1,4 à 10,5 zlotys par mois, ce qui est une situation de travail, de 1 400 zlotys pour le directeur d'une usine de charbon ou d'une aciérie. Le salaire moyen se situe à environ 4 300 zlotys : les ouvriers qualifiés gagnent 10 000 zlotys dans les mines, 9 000 dans la sidérurgie, 8 000 dans les chantiers navals. Après des années d'emballement, il est prévu de freiner le rythme de progression

laminé. Rouge orange. Huta Katowice, en Silésie, la « base d'acier de la nouvelle Pologne » ressemble à un chantier. Elle l'est. Trente mille ouvriers construisent seize mille produits. Deux directions coexistent. Les camions de ciment croisent les wagons de fer. Un premier haut fourneau fonctionne ; un second est en voie d'achèvement.

La réalisation de cet ensemble sidérurgique, qui figure parmi les investissements privilégiés du Plan et doit produire 9 millions de tonnes d'acier en 1982 (2 millions cette année), a nécessité la consultation d'experts du monde entier et la coopération avec vingt-deux pays. Toutefois, le principal partenaire reste l'U.R.S.S., qui fournit 90 % du minerai de fer acheminé sur une ligne ferroviaire à écartement soviétique, le reste provenant de Finlande et de Suède. Dans le foyer des jeunes travailleurs, les machines à sous sont américaines.

Si la paysannerie reste importante en nombre et en influence, ce sont les banques d'intérêt plus sur leur fait de produits à l'occidentale, la Pologne est devenue

Fou orange

« Le problème est pour celui qui accorde des crédits », répondent, non sans humour, les financiers de Varsovie, ajoutant de façon plus nuancée que ces crédits ont permis de fournir du travail aux usines de l'Ouest et que les banques d'intérêt plus aux possibilités de remboursement qu'au montant de la dette. Or, la charge annuelle de cette dette, qui a augmenté nettement plus vite que le revenu du pays, rythme des investissements, de la hausse des prix mondiaux et des effets de la récession internationale sur les ventes polonaises, représente près de 8 % des recettes en devises. « Nous nous sommes appuyés sur la ponctualité d'une monnaie suisse, ce qui étonne nos partenaires », mais le ministre des finances, Henryk Kisiel, reconnaît que la dette, gagée en quelque sorte sur les autres pays, est le résultat du blanchiment de l'équilibre extérieur. Or, une forte progression des exportations de la Pologne s'avère difficile en l'état actuel

de la conjoncture, sans compter la montée du protectionnisme, la qualité des produits polonais, souvent mal adaptés aux marchés occidentaux, les faiblesses de la prospection commerciale. En outre, une baisse des importations n'est possible que dans une certaine mesure, vu — en dehors des aléas climatiques — les besoins en équipements. Une certaine réduction du déficit commercial à l'égard de l'Ouest vient néanmoins de se faire. Au cours des sept premiers mois de 1977, les importations polonaises ont diminué de 1,8 %, alors que les exportations ont progressé de 1,7 %. Le déficit, qui avait dépassé 3 milliards de dollars en 1976, s'est situé à environ un milliard et devrait être inférieur à 2 milliards pour les deux mois restants. Toutefois, l'équilibre, qui, un moment, avait été envisagé pour 1978, a été repoussé à 1980, en raison notamment de la hausse des achats à l'étranger et du décalage de la remise en ordre.

Cette réduction n'a pu, en effet, s'opérer que grâce à un contrôle plus strict des dépenses, et donc des investissements — maintenus en 1977 au niveau de 1976 et de la gestion des entreprises. Les autorités ont ainsi laissé quelque peu la bride sur le cou durant le précédent quinquennat et une nouvelle classe de dirigeants a été mise en place. Actuellement, l'expérience des grandes unités économiques, les WOGS, qui avait été lancée en 1972 et suspendue en 1976, a repris avec un système de surveillance plus strict. La responsabilité des ministères techniques a été renforcée, alors même que les WOGS, qui contrôlent 70 % de la production industrielle, disposent d'une plus grande autonomie dans la gestion des fonds sociaux. Cependant, la fiscalité sur les entreprises s'est faite plus dure, les impôts ayant augmenté de 12 % en 1977, tandis que leurs fonds propres ont été réduits au profit de la Banque nationale de Pologne.

Parallèlement à cette remise en ordre, les liens ont été resserrés avec les autres pays socialistes : au cours des sept premiers mois de 1977, les achats polonais à ces pays ont représenté à nouveau la moitié du total des importations (44 % en 1976), ont augmenté de 18 %, alors que les ventes ne progressaient que de 12 %. Ce renforcement, qui, selon l'Union soviétique, doit être d'urgence, a été accordée en décembre à hauteur d'un milliard de dollars, à été précisée, reste de loin le plus important, fournissant notamment 13 milliards de tonnes de pétrole sur les 17 consommés et la totalité du gaz importé.

Entre l'empire soviétique et la puissance allemande — la R.F.A. vient de consentir le plus important crédit occidental, jamais accordé à Varsovie (1 milliard de

un pays industriel, Huta-Katowice en est un exemple, qui doit fournir de l'acier pour la construction des logements et aussi pour l'exportation. Le chantier naval Lenine, à Gdansk, sur la Baltique, en est un autre. Le plus grand chantier de Pologne : dix-huit mille salariés. Une production spécialisée (bateaux de pêche, porte-conteneurs, cargos roll-on-roll-off) — plus de sept cents unités depuis la première, construite en 1948, d'après une documentation française — et exportée à plus de 50 %, dont un tiers vers l'U.R.S.S.

Nouvelles usines et usines en pleine rénovation. Un appareil industriel modernisé au moins à 80 %. Le démarrage s'est produit après la chute de M. Gomulka et s'est réalisé, en partie, grâce à l'ouverture sur l'Ouest et au crédit étranger. La Pologne a délibérément choisi de s'endetter afin d'acheter aux pays occidentaux machines et technologie. Le montant de cette dette est considéré comme un secret d'Etat. Toutefois, les responsables ne contestent pas les estimations des banques américaines, qui la chiffrent à quelque 15 milliards de dollars. Ils ne paraissent pas s'alarmer outre mesure de son importance.

Fou orange

dollars pour la construction d'une usine de gazéification de charbon), la Pologne cherche à diversifier son commerce international. Le récent séjour à Varsovie du chah d'Iran et la visite à Paris de M. Gierk donnent l'occasion de préciser la place de partenaires moins passifs.

Soudaine d'échapper à toute dépendance trop forte, la Pologne mène une délicate politique d'équilibre qui complique les tensions nées d'un développement industriel parfois excessif. Elle dispose certes d'atouts : matières premières (charbon), dont elle est le deuxième exportateur mondial (cuivre, soufre), main-d'œuvre, usines. Mais ce pays au passé fracassé, qui a commencé par reconstruire les vieux quartiers de ses villes et vient d'inaugurer un spectacle « son et lumière » dans l'ancien palais d'été des rois, doit jouer ses cartes avec une prudente habileté.

FIN

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. CARTER
RELANCE SA CAMPAGNE
EN FAVEUR DU RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME

(Suite de la première page.)

Sans doute cela ne fera-t-il pas tomber les régimes en question. Il reste que la forte pression de Washington, renouvelée publiquement cette semaine, devrait exercer un effet dissuasif sur les régimes les plus portés à l'arbitraire et peut-être même à les amener à atténuer les mesures répressives.

Il est vrai que ce même argument des droits de l'homme est utilisé par les adversaires de l'administration à propos du canal de Panama. M. Reagan, chef de file droite du parti républicain, qui vient de lancer une grande campagne de presse contre la ratification des traités, s'est étonné de ce que l'on critique les violations des droits de l'homme dans les pays « amis » des Etats-Unis, alors que l'on promet de céder le canal de Panama à un dictateur militaire, voire marxiste. A cela, les avocats des traités, tel M. Lincoln, un des principaux négociateurs du côté américain, répondent que Panama n'est sans doute pas le pays idéal, mais qu'il ne figure pas non plus parmi les « gros violeurs des droits de l'homme ». De toute manière, ajoute-t-on plus discrètement, la plus grosse violation a eu lieu en 1963, lorsque les Etats-Unis ont imposé à la république de Panama, toute nouvellement créée pour l'occasion, un traité « qu'aucun Panaméen n'avait eu la chance de lire », comme l'a dit, non sans humour ni courage, M. Carter.

Il n'est pas sûr pourtant, bien au contraire, que ces gestes suffisent pour ramener les soixante-sept sénateurs nécessaires à la ratification. Le gouvernement a essayé un premier échec vendredi, lorsque le sénateur Goldwater, qui avait réservé sa décision, mais que l'on considérait favorable aux traités, s'est prononcé publiquement contre eux.

De même, une pression se développe pour faire participer le chambre des représentants, et non pas le seul Sénat, à la discussion sur les traités, dans la mesure où la première a compétence pour toute cession d'une propriété du gouvernement fédéral — et c'est bien de cela qu'il s'agit avec le canal de Panama. Aussi bien, personne ne se risque à faire des prévisions sur la date à laquelle le vote interviendra.

MICHEL TATU.

Dans une interview à un quotidien de Varsovie

Français et Polonais ont la volonté
de transformer leur pays
déclare M. Giscard d'Estaing

Varsovie (A.F.P.). — A l'occasion du prochain voyage en France de M. Gierk, M. Giscard d'Estaing a interviewé un quotidien polonais, Zycie Warszawy. Le président de la République déclare :

« La France comme tous les pays du monde est en proie à des moments, qu'il s'agit de la quantité d'armes ou qu'il s'agisse du développement technologique de celles-ci. C'est pourquoi nous partageons la préoccupation de ceux qui souhaitent limiter le développement des armements dans le monde, mutatis mutandis, une seconde phase, les réduire ».

« Bien entendu, dans la recherche des solutions à la limitation des armements, il faut prendre en considération les droits légitimes des Etats à assurer leur sécurité. Faute d'une telle constatation, les propositions risquent d'être illusoire et les résultats décevants ».

Interrogé sur la prochaine conférence de Belgrade, suite de celle d'Helinski, M. Giscard d'Estaing a dit : « Helinski, pour nous, c'est un esprit et c'est un programme. La réunion de Belgrade, du seul fait qu'elle ait

lieu, illustre la viabilité de cet esprit (...). Nous espérons que la réunion de Belgrade permettra de faire revivre la réalisation du programme : d'abord en journalisant l'occasion, deux ans après Helinski, de dresser un bilan sérieux et précis des progrès, des difficultés et des retards constatés dans la mise en œuvre de l'acte final ; ensuite en permettant, sur la base de ce bilan, qui devra être établi dans un esprit constructif, d'examiner les moyens propres à améliorer encore la situation. Belgrade s'inscrit alors dans la ligne des documents qui ont contribué aux progrès de la détente ».

Dans cette interview, le président de la République définit ainsi l'amitié franco-polonaise : « Toute amitié véritable comporte une part de mystère qui demeure insaisissable l'un par l'autre. Celle de la France et de la Pologne ne fait pas exception. » Cependant, cette amitié comporte trois composantes, selon M. Giscard d'Estaing : un goût réciproque pour la culture de l'autre, la volonté de transformer son pays et un profond attachement à la paix, conséquence « de l'expérience que nos deux pays ont faite de la guerre ».

LE PROGRAMME DE LA VISITE EN FRANCE DE M. GIERK

M. Edward Gierk, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, sera accueilli, lundi 12 septembre, à 15 h. 30, à Orly, par M. Giscard d'Estaing. A 16 h. 30, le même jour, il aura son premier entretien en tête à tête avec le président de la République et assistera le soir à un dîner, suivi d'une réception offerte en son honneur à l'Elysée. Des œuvres et des documents polonais seront exposés au palais de l'Elysée.

Mardi 13 septembre, après avoir déposé une gerbe à l'Arc de triomphe, M. Gierk se rendra à l'Hôtel de Ville, puis assistera à un déjeuner offert par M. Raymond Barre. Il aura ensuite son second entretien avec M. Giscard d'Estaing et offrira un dîner à l'ambassade de Pologne.

Mercrredi matin, le premier secrétaire recevra les représentants de l'association France-Pologne, des groupes parlementaires d'amitié France-Pologne et des Français d'origine polonaise. A 13 h.,

il dînera avec M. Giscard d'Estaing et visitera l'Ecole militaire. Après des entretiens élargis à l'Elysée, une déclaration commune sera signée. Après avoir reçu à l'ambassade des représentants de la colonie polonaise en France, M. Gierk quittera Paris à 20 heures.

Pendant son voyage officiel en France, M. Gierk sera notamment accompagné de MM. Edward Babinski, président adjoint du Conseil d'Etat ; Mieczyslaw Jagielski, vice-président du conseil des ministres ; Emil Wojtaszek, ministre des affaires étrangères ; Tadeusz Olechowski, ambassadeur de Pologne en France ; Jerzy Waszkiewicz, chef de la chancellerie du secrétariat du comité central du parti ouvrier unifié ; Josef Cayre, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères ; Stanislaw Pligonski, sous-secrétaire d'Etat au ministère du commerce extérieur et de l'économie maritime.

DIMINUTION DE 4 % DES ACHATS A LA C.E.E.

	En milliard de zlotys (1)	Variation	% du total
EXPORTATIONS			
Pays socialistes	11,8	+ 13,1 %	60,5 %
Pays occidentaux	6,1	+ 1,7 %	31,3 %
dont C.E.E.	3,5	+ 19,3 %	17,9 %
Pays en développement	1,6	+ 21,8 %	8,2 %
Total	19,5	+ 13,6 %	
IMPORTATIONS			
Pays socialistes	11,7	+ 29,4 %	51,3 %
Pays occidentaux	10,1	- 1,6 %	44,3 %
dont C.E.E.	1	- 4,3 %	23,6 %
Pays en développement	1	+ 10,1 %	4,4 %
Total	22,8	+ 8,9 %	

— Résultats du premier semestre de 1977 comparés à la même période de 1976 (statistiques polonaises).
(1) 1 zloty = 4 zlotys devises.

COUP DE FREIN SUR LES INVESTISSEMENTS

	PLAN 1976-1980	Prévision	Réalisation
Revenu national	+ 40 à 45 %	+ 40 %	+ 32 %
Production industrielle ..	+ 48 à 50 %	+ 50 %	+ 73 %
Production agricole	+ 16 à 19 %	+ 19 à 20 %	+ 22 %
Investissements	+ 39 %	+ 45 %	+ 89 %
Productivité	1 100 000	1 800 000	
Emplois nouveaux	+ 16 à 18 %	+ 18 %	+ 40 %
Salaires réels	+ 26 %	+ 50 %	+ 223 %
Importations	+ 75 %	+ 51 %	+ 120 %

AFRIQUE

Ouganda

Quinze personnes ont été fusillées en public à Kampala

Quinze Ougandais ont été passés par les armes sur la place publique, vendredi 9 septembre, à Kampala. Les quinze hommes avaient été attachés à des fils remplis de sable et ont été fusillés l'un après l'autre. Douze d'entre eux avaient été condamnés, le mois dernier, pour avoir, selon les autorités, fomenté un complot contre le maréchal Idi Amin Dada, complot qui devait être déclenché le 25 janvier, date du sixième anniversaire de l'accession du maréchal au pouvoir. La condamnation des trois autres, jugés au mois de juillet pour trahison, avait été confirmée au début de la semaine par le conseil militaire ougandais.

Une foule évaluée à cinquante mille personnes a assisté aux exécutions, dans un faubourg de la capitale, à l'endroit même où plusieurs marquisards avaient déjà été passés par les armes, en public, en 1975 (le Monde du 13 février 1975). De nombreux membres des forces de sécurité militaires, policiers, agents de renseignements s'étaient mêlés à la foule pour prévenir d'éventuelles manifestations. Plusieurs voix anonymes ont néanmoins accusé le gouvernement militaire d'avoir trompé les quinze fusillés en leur faisant croire qu'ils seraient acquittés s'ils plaidaient coupables. En fait, les

deux seuls suspects acquittés ont été, au contraire, ceux qui avaient refusé cette offre.

A l'occasion des exécutions, le président à vie de l'Ouganda, a lancé à la population un avertissement retransmis par la radio, dans lequel il déclare notamment : « Aucun pays ne peut tolérer les activités de citoyens qui prétendent créer le chaos et renverser le gouvernement légitime établi. »

Ces propos du président ougandais ont mis fin aux récentes rumeurs qui circulaient à propos de son état de santé (le Monde du 10 septembre). D'ès vendredi, M. Pierre Renard, ambassadeur de France à Kampala, avait d'ailleurs déclaré : « Cette histoire de complot est du roman et tout ce qu'on raconte à ce sujet est pure effabulation. »

Avant l'annonce des quinze exécutions, la Belgique, au nom de la C.E.E., avait vainement tenté au président ougandais un appel à la « clémence » militaire, policiers, agents de renseignements s'étaient mêlés à la foule pour prévenir d'éventuelles manifestations. Plusieurs voix anonymes ont néanmoins accusé le gouvernement militaire d'avoir trompé les quinze fusillés en leur faisant croire qu'ils seraient acquittés s'ils plaidaient coupables. En fait, les

POLITIQUE

Le premier congrès des maires R.P.R. dénonce « les menaces » du programme commun sur les libertés locales

En réunissant, le samedi 10 septembre, au Palais des congrès de la porte Maillot, le premier congrès R.P.R. des maires de France que le mouvement gaulliste ait jamais tenu, le parti de M. Chirac a voulu tout à la fois témoigner de son implantation locale, dénoncer les timidités de l'action du gouvernement envers les collectivités locales, attirer l'attention des élus municipaux de la majorité sur l'enjeu des prochaines élections et utiliser le mandat de maire de la capitale que détient désormais le président du R.P.R. comme un signe de ralliement. Même s'il a mieux résisté que les autres à la vague des républicains indépendants, le mouvement gaulliste dans son histoire récente a toujours quelque peu négligé des collectivités locales, et son implantation dans les communes n'a jamais été très forte.

M. Alain Poirer, président du Sénat et président de l'Association des maires de France, devait clôturer la séance de la matinée et M. Chirac devait, dans l'après-midi, prononcer un discours sur « la démocratie du quotidien » devant près de cinq mille participants.

Tous les orateurs, après avoir demandé pour les collectivités locales davantage de ressources, d'autonomie financière, de pouvoirs de décision et une meilleure coopération, ont évoqué les menaces que, selon eux, ferait peser sur les libertés locales une victoire des partisans du programme commun aux élections législatives de mars 1978.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré à la fin de son allocution de bienvenue : « C'est par un renouveau ou un renforcement de l'union des communes que la France fera sa réforme profonde. Les tentatives de centralisme et la volonté d'emprise que peuvent mener les tenants du programme commun peuvent être victorieusement contrecarrées. »

Après M. Marc Becam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités locales, M. Olivier Guichard, ancien garde des sceaux, prend la parole. Il évoque le rôle qu'il a rempli comme président de la commission de développement des responsabilités locales dont le rapport a été distribué à tous les élus communaux.

Il souligne : « Nous demandons que le mouvement de coopération communale soit aussi généralisé pour que l'Etat puisse mettre en place des mécanismes financiers et décentraliser des pouvoirs majeurs. » Il conclut en disant : « Nous voulons développer la responsabilité locale parce que nous croyons à une société pluraliste, parce que nous refusons la société du tout ou rien, une démocratie locale télévisée par l'écologie ou la technocratie. La gauche marxiste tient et tiendra le langage de la démocratie locale, mais dans ce domaine, elle ne pourra pas tenir ses promesses. Comment pourrait-on donner plus de liberté d'action aux communes au moment même où on voudrait les

André Passeron.

« Nous ne pouvons pas, et nous le disons, que la prochaine majorité soit la même. Nous avons des aujourd'hui entériné une liste de cent vingt candidats du parti radical qui vont se mettre en campagne. » Le président du parti radical a ajouté : « Il y aura partout des candidats du parti radical. R.P.R. se présentera dans le y aura dans sa circonscription un candidat radical. »

Après avoir déclaré convaincu que les négociations entre gaullistes s'allient reprendre, et ce malgré la sévérité avec laquelle certains centristes (notamment M. René Hureux, député du Sénat, a déclaré après la séance : « J'ai entendu M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en réponse à mes interventions, déclarer l'existence de la majorité en vue des élections législatives, affirmer qu'il était en complet désaccord avec moi. Je le déplore parce qu'il persiste à penser que seule l'union de la majorité face au programme commun nous permettra de gagner en mars prochain. »

En termes de travaux, M. Servan-Schreiber a confirmé les propos qu'il avait tenus la veille et l'avant-veille : « Notre stratégie est l'organisation de la majorité dans les circonscriptions. Et ce, en règle générale. Nous ne

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

LE P.C.F. : l'action doit se poursuivre

Le comité central du P.C.F., qui a siégé vendredi 9 septembre, a adopté un rapport de M. Charles Fiterman consacré à l'actualisation du programme commun. Il a également approuvé l'activité du bureau politique et de la délégation communiste au groupe de travail chargé de procéder à l'actualisation. La résolution du comité central ajoute : « La nature et l'ampleur des divergences qui persistent avec le parti socialiste montrent que l'action pour parvenir à une bonne actualisation doit se poursuivre. »

La délégation du P.C.F. au « sommet » de la gauche, convoqué pour le 14 septembre, a reçu

mandat de défendre « fermement les positions que les communistes jugent indispensables pour que le programme commun corresponde à l'attente populaire et aux exigences actuelles d'un vrai changement démocratique. Dans cet esprit, la délégation luttera pour surmonter les sérieuses divergences qui subsistent, pour parvenir à un accord autour duquel doit s'unifier l'union de la gauche », précise le comité central.

M. Georges Marchais devait préciser les positions de son parti dimanche 11 septembre, à l'occasion de son discours, dans le cadre de la fête de l'Humanité.

M. Marchais : nous ne pouvons accepter les propositions socialistes

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., déclare une interview à l'hebdomadaire central du P.C.F., France nouvelle :

« Le parti communiste ne peut accepter les propositions socialistes qui ne permettraient pas de mettre en œuvre la politique nouvelle qu'espèrent les travailleurs. »

« Disons-le franchement, il y a de grands risques à suivre celles que les propositions du parti socialiste. D'abord, le risque que la gauche ne gagne pas, car comment susciter l'élan populaire indispensable pour la formation du large rassemblement majoritaire dans nous avons besoin si les travailleurs ne retrouvent pas dans le programme commun la réponse à leurs besoins et à leurs légitimes aspirations ? Et ensuite le risque de voir un gouvernement de gauche décevoir les espoirs qui l'auraient conduit à la victoire et les conséquences pour le mouvement populaire en seraient catastrophiques (...). »

« En bref, ce que nous proposons, c'est la voie de la justice.

C'est aussi la voie la plus sûre pour la victoire, et une victoire durable. C'est la seule, en effet, qui puisse permettre la réussite de la gauche (...). »

« Quand le parti socialiste maintient dans le flou ses intentions sur des questions importantes, quand il dit « non » à des propositions raisonnables pour sortir les travailleurs de la misère, le pays de la crise, et assurer son indépendance, on ne peut manquer de s'interroger. »

« Nombre d'observateurs politiques, d'ailleurs, tirent de cette attitude la conclusion que « François Mitterrand ne veut pas se laisser les mains », qu'il peut montrer, comme le dit justement Louis Mermoz, qu'il est capable d'imposer sa volonté au parti communiste. A l'évidence, cela n'a rien à voir avec la perspective de partis de gauche solidement unis sur un bon programme, de partis travaillant, dans l'égalité des droits et des devoirs, à la mise en œuvre d'une politique nouvelle, dès lors que la majorité de notre peuple se sera prononcée en sa faveur. »

M. Maire : la contradiction du P.C.F.

A l'issue de la réunion du bureau national de la C.F.D.T. vendredi 9 septembre, M. Edmond Maire, secrétaire général de cette confédération, a déclaré : « La manière dont l'Union de la gauche compte de l'allocaution de la C.F.D.T. à Strasbourg, laisse l'impression que les critiques de la C.F.D.T. ont été retenues. »

« La C.F.D.T. redonne la contradiction du P.C.F., qui proclame publiquement sa volonté d'un accord public qui ne masque aucun problème, mais qui, en même temps, ne retient des positions de la C.F.D.T. que celles qui l'arrangent dans sa controverse avec le P.S., gardant les critiques faites par la C.F.D.T. au P.C.F. La clarification des positions en présence appelle un effort de ce parti pour sortir du jeu tactique. »

« Quelques points d'accord récents sur les mesures sociales à réaliser demain ne suffisent pas à fonder une communauté de vues entre communistes et socialistes. »

M. Maire a rappelé que son organisation estime que « la politique économique du P.C.F. risque de conduire au nationalisme économique, à un isolement de notre pays qui ne correspond ni à nos nécessités de notre époque ni à l'aspiration du grand nombre des

travailleurs de notre pays. » Il a ajouté : « L'Union de la gauche changeant d'en haut la stratégie du P.C.F. risque de conduire à un type de société où les pouvoirs centraux de l'Etat dominent. »

« L'HUMANITÉ : une fausse symétrie. »

L'Humanité du 10 septembre, qui publie intégralement la déclaration du secrétaire général de la C.F.D.T., répond : « Décidément, la lecture de la déclaration du bureau national de la C.F.D.T. nous confirme dans l'idée que celui-ci n'est pas bien informé de nos démarches et de nos propositions, notamment en matière de développement de la démocratie à la base et de relations économiques internationales. »

Dans l'Humanité, une question vient à l'esprit : le bureau national de la C.F.D.T. aurait-il jugé nécessaire, au moment où il formule de sérieuses critiques au parti socialiste, de proposer une fausse symétrie avec le parti communiste français ?

Un nouveau manuel des économistes communistes

Pourquoi et comment changer l'économie ? Telles sont les questions auxquelles répondent les quatre chefs de file des économistes communistes, sous forme d'interviews publiées dans un petit livre qui doit être présenté dimanche 11 septembre à la fête de l'Humanité. Les thèmes développés sont déjà connus, puisque ce sont celles du P.C.F. Elles sont présentées ici sous quatre aspects principaux :

— La « nouvelle logique économique » prônée est fondée sur le développement de la production qu'assure le programme commun, grâce à une progression massive de la consommation populaire, individuelle ou collective. Cela permettrait, selon les auteurs, de créer une véritable « prospérité » par un emploi par an et de sortir le pays de l'austérité tout en assurant un nouvel équilibre des activités économiques et un meilleur aménagement du territoire.

— L'extension des nationalisations permettrait au secteur public de grouper le tiers des salaires de l'industrie et d'assurer le tiers des exportations non agricoles, la moitié de l'investissement national, les trois quarts des dépenses de recherche. Un nouveau plan de travail serait établi, comportant l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable équivalent. Une charte de la sous-traitance servirait de cadre aux « contrats de plan » proposés aux P.M.E.

— Des longs développements sont consacrés aux mécanismes financiers internationaux et aux rela-

tions commerciales. Il ressort de l'intention des auteurs de réduire le déficit commercial par la limitation des importations (en particulier de provenance des Etats-Unis, de la R.F.A. et du Japon), de mettre fin au gonflement de l'endettement extérieur et d'organiser le contrôle de toutes les opérations en monnaies étrangères.

— Un « calendrier de législation » est présenté, qui s'accompagne de nouvelles modalités de planification : plan préliminaire de douze mois, complété par des objectifs sur cinq ans.

Deux questions décisives ne sont guère abordées dans l'ouvrage : les mesures de relance de la consommation populaire suffiraient-elles à assurer l'équilibre de la production en France ou à l'étranger, sans aboutir à une situation adéquate à celle que connaît la Suède actuellement ? Comment les mesures prévues de développement de l'emploi s'intègreraient-elles dans la perspective d'une nouvelle division internationale du travail ? Les propositions sur la limitation des importations et sur la réorganisation du commerce au sein de la C.E.E. ont-elles donné l'impression que le but visé est un développement économique beaucoup moins tourné vers l'étranger. Dans quelle mesure ? Et surtout, dans quels secteurs ou dans quelles directions ?

« Changer l'économie. Trois défis et un calendrier. Entretien avec Paul Boccard, Philippe Séguin, André Le Pors et Claude Quin. Editions sociales. »

PROCHE-ORIENT

Le président Carter dénonce de nouveau l'implantation de colonies juives en Cisjordanie

Le président Carter a réaffirmé vendredi 9 septembre devant la presse qu'il considérait comme « illégal » l'établissement de nouvelles colonies juives sur la rive occidentale du Jourdain. Ces mesures, a-t-il dit, créent des « problèmes supplémentaires » dans la recherche d'une solution du conflit israélo-arabe. Le président américain a ajouté qu'il s'entre-tiendrait de cette question avec le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, qu'il doit rencontrer avant la fin du mois de septembre. A un journaliste qui lui demandait si l'étude de Jérusalem à propos des

colonies de peuplement ne constituait pas une sorte de défi aux Etats-Unis, il a répondu : « Vous avez parfaitement analysé le problème. »

Le porte-parole du département d'Etat, M. Judding Carter, a pour sa part affirmé que les Etats-Unis avaient reçu d'Israël l'assurance qu'aucune colonie juive de peuplement n'avait été établie sur la rive occidentale du Jourdain en plus de celles dont la création a été récemment rendue publique (le Monde du 10 septembre).

A Jérusalem, cependant, M. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture, a affirmé vendredi 9 septembre, dans une interview à l'agence américaine UPI, que l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés se poursuivait. « La colonisation, a-t-il dit, est l'essence même de notre existence. Pour nous, ce qui est plus important que la paix est de pouvoir exister ici. C'est ce qu'il faut comprendre. Une chose est claire : la gouvernance n'importe pas dans notre pays. Je ne puis comprendre tout le bruit que l'on fait sur cette affaire. (...) »

L'AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE JUIVE PROTESTE CONTRE L'«AVIS DU GOUVERNEMENT» FRANÇAIS SUR LA LOI ANTI-BOYCOTTAGE

Dans un éditorial daté du mercredi 7 septembre, le bulletin quotidien d'information de l'Agence télégraphique juive, édité à Paris, exprime le souhait que le Conseil d'Etat annule l'avis du gouvernement français restreignant les effets de la loi du 7 juin dernier dite « anti-boycottage » (le Monde du 4 août 1977).

« Il est surprenant, écrit l'éditorialiste de l'A.T.J., qu'un homme de la stature intellectuelle et morale de M. Raymond Barre se soit laissé aller à signer un avis de gouvernement qui vide de toute signification pratique la loi réprimant le boycottage économique isolé et la quasi-unanimité, par le Parlement, le 7 juin 1977. M. Raymond Barre devra peut-être accorder plus d'attention à cette affaire. Elle risque de compromettre gravement la réputation dont il jouit en France. Quel besoin avait le gouvernement de contrevenir ouvertement à une loi dont sa propre majorité avait été l'inspiratrice ? Que gagne-t-il à défer ainsi les parlementaires, unanimes ? »

M. Sharon incline apparemment la Cisjordanie, mais il a ajouté : « Je n'ai jamais recommandé l'annexion de la Cisjordanie, et ce n'est pas la politique de notre gouvernement. Cette politique est de ne causer aucun tort à la population arabe, de ne pas confisquer des terres et de nous installer sur les territoires qui ont appartenu dans le passé à la Turquie, puis au gouvernement britannique, et, ensuite au gouvernement israélien, et maintenant à notre gouvernement, et qui, pour remonter plus loin, appartiennent sans aucun doute à nos ancêtres. »

M. Sharon a indiqué qu'en dehors de « rectifications mineures » de frontières, Israël n'avait pas l'intention de se retirer des hauteurs du Golan, « où sont installés des milliers de Juifs » et « où d'autres viendront ». — (A.F.P., U.P.I.)

M. Servan-Schreiber : il y aura des primaires partout

Le comité directeur du parti radical s'est réuni vendredi 9 septembre. Il a discuté de la récente initiative de son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en faveur de la constitution d'un « Front démocratique » des formations non gaullistes de la majorité. Le président du parti radical a déclaré après la séance : « J'ai entendu M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, en réponse à mes interventions, déclarer l'existence de la majorité en vue des élections législatives, affirmer qu'il était en complet désaccord avec moi. Je le déplore parce qu'il persiste à penser que seule l'union de la majorité face au programme commun nous permettra de gagner en mars prochain. »

En termes de travaux, M. Servan-Schreiber a confirmé les propos qu'il avait tenus la veille et l'avant-veille : « Notre stratégie est l'organisation de la majorité dans les circonscriptions. Et ce, en règle générale. Nous ne

LE CNIP N'A PAS PARTICIPÉ AUX RENCONTRES DES NON-GAULLISTES

Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans a approuvé vendredi 9 septembre le manifeste de la majorité. M. Bertrand Motte, président de la formation, a indiqué que le CNIP se réserve de proposer, dans d'autres documents, des options qui lui sont propres.

M. Motte a tenu à souligner que son parti « n'avait jamais été informé » des rencontres entre dirigeants des formations non gaullistes de la majorité et qu'il n'y avait « jamais participé ».

A propos du président du parti radical, il a déclaré : « M. Servan-Schreiber et ses idées, il faut dire, ont été répandus par la rumeur. »

Le président du CNIP a aussi noté : « Nous estimons qu'une union excessive est maintenue sur l'origine institutionnelle de la bipolarisation. La Constitution telle qu'elle est implique que l'on ne puisse pas structurer au centre la vie politique française. Ce sera là un thème de nos thèmes de campagne. »

M. STIRN APPROUVE LE LEADER RADICAL

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat, vice-président du parti radical, a déclaré vendredi 9 septembre : « Il faut placer dans leur contexte les propos de Jean-Jacques Servan-Schreiber, que j'approuve. Toutes les formations qui soutiennent l'action du président de la République ont accepté des primaires. Mais à l'évidence elles souhaitent que celles-ci soient organisées. Cela implique à la fois : »

— Que les candidatures ne soient pas sauvagées et, dans la mesure du possible, limitées à deux, et qu'une entente loyale pour le deuxième tour soit prévue ;

— Que le parti radical, à gauche de la majorité présidentielle, ait des réunions régulières de travail avec les républicains et les centristes (...). »

— Que le parti radical (...) fasse des propositions concrètes de réformes, par exemple sur l'emploi et la régionalisation, et qu'il leur propose une discussion s'inscrivant entre tous. »

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école lémania lausanne

3, chemin de Prévilly, Tél. 19-4121/2015 01

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Corse

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 9 SEPTEMBRE

Les élus sont sortis de l'ombre

Ajaccio. — Les cérémonies qui ont marqué, le vendredi 9 septembre, le trentième anniversaire de la libération de la Corse, n'ont pas attiré la foule que certains organisateurs attendaient : mille cinq cents personnes à Ajaccio, un millier à Bastia. En revanche, les élus, ceints de leur écharpe, ont été nombreux à se rendre devant les monuments aux morts d'Ajaccio et de Bastia.

Pour M. Charles Ornano, maire bonapartiste

d'Ajaccio, qui avait demandé à la population de s'associer massivement à la manifestation des élus, « ce n'est pas un échec ». Pour M. François Giacobbi, sénateur radical de gauche et président du conseil régional, il s'agit même d'une démonstration digne et éclatante. Quant aux militants du mouvement autonomiste l'Union du peuple corse, ils se félicitent du peu d'écho qu'ont rencontré dans l'île les mots d'ordre des édiles.

De notre envoyé spécial

La majorité silencieuse continuait donc de garder le silence. Elle n'a pas répondu à l'appel de ceux qui — bonapartistes, gaullistes, républicains — l'invitaient à manifester aux côtés des élus contre « le séparatisme et les violences d'où qu'elles viennent ». Il eût mieux valu ne pas qu'on ait retardé un concours populaire dans la confusion des festivités électorales et des élections des édiles, comme le voulaient les cinq parlementaires de la Corse, d'en aurait eu que plus de portée et de retentissement.

Que sur quelque sept cents élus locaux convoqués par leurs pairs devant les monuments aux morts d'Ajaccio et de Bastia, quatre cents environ aient répondu présent peut être interprété comme un fait nouveau dans la vie politique insulaire. Il en aura coûté beaucoup, en effet, à plus d'un maire et d'un conseiller municipal de se « mouiller », d'afficher ainsi en public ses opinions, même si elles allaient de soi.

Bastia en de très rares occasions, chacun ici préfère réagir individuellement plutôt que collectivement. La manière corse d'obtenir gain de cause est sou-

vent patiente, parfois brutale, toujours discrète. La population, aussi bien que les élus, hésite à se faire violence pour descendre dans la rue.

Au demeurant, si les circonstances exigent de contre-attaquer les tenants du séparatisme et les adeptes de la violence, la population n'était guère disposée à s'associer à l'initiative de certains de ses élus. « A ceux-ci de s'exprimer et d'agir en notre nom, ils sont là pour nous représenter », affirment des Corse. Beaucoup d'autochtones n'ignoraient rien également des dangers que font courir de tels appels au peuple. En dernière analyse, c'est le pouvoir donné à la rue, avec, à terme, des risques d'affrontements entre Corse. « Nous ne voulons pas, par des actions irréfléchies, préparer la voie qui, demain, nous conduirait à en venir aux mains entre nous », expliquent des insulaires. Reste que la population ne sentait l'intérêt qu'il y aurait eu pour elle à sortir de sa réserve pour clamer des évidences. Nul à son avis ne doit se méprendre

JACQUES DE BARRIN.

(1) Devant la menace musonienne, les Corse avaient prévu, le 9 septembre 1958, à Bastia, le serment suivant : « Face au monde, de toute notre âme, sur nos pères, sur nos frères, sur nos biens, nous jurons de vivre et de mourir français ! »

ALSACE

● *Jurons de parking gratuits à Colmar.* Afin de faciliter l'accès de leurs clients automobilistes au centre de la ville, les commerçants de Colmar ont décidé de distribuer à partir du 15 septembre, quelque trois mille jetons qui donneront droit à un stationnement gratuit d'une demi-heure.

Une opération identique a été lancée à Saint-Brieuc, mais n'a pas connu le succès escompté.

HAUTE-NORMANDIE

● *La pollution de la baie de la Seine.* — Après la visite au Havre, dimanche 4 septembre,

d'une délégation de Japonais comprenant des victimes de la pollution de Minamata, le ministre de la culture et de l'environnement affirme que « des accidents analogues ne peuvent se produire en baie de Seine ou ailleurs sur tout le littoral français ».

Au Japon, la pollution de Minamata, apparue vers 1955, était provoquée par des déversements importants de mercure. En France, la teneur en mercure des eaux d'estuaires n'a cessé de diminuer depuis 1972 et 1973. La teneur en mercure des espèces animales, et notamment des co-

quillages de la baie de Seine, est négligeable estime le ministre.

PAYS DE LOIRE

● *Grève aux chantiers navals de Nantes.* — Le personnel des chantiers navals Dubigeon-Normandie de Nantes est en grève. Depuis la réouverture des chantiers, après les congés, un conflit oppose la direction et le syndicat. L'objet d'une enquête de 2 500 travailleurs de l'entreprise sont appelés par les organisations syndicales à une réunion d'information le lundi 12 septembre au matin.

ANCIENS COMBATTANTS

SATISFACTION
APRÈS LE RÉTABLISSEMENT
DE LA PARITÉ DE LA RETRAITE
A L'INDICE 33

La Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, déclare, dans un communiqué, avoir « pris acte de la décision de la commission de la retraite de la parité de la retraite du combattant à l'indice 33 au 1^{er} janvier 1978 ».

« A partir de cette date, tous les anciens combattants de tous les conflits, titulaires de la carte du combattant et de la carte de combattant ou de résistante, cinq ans ou de soixante ans dans certains cas, bénéficieront donc de la même retraite du combattant dont le montant indexé sur le traitement des fonctionnaires sera d'environ 800 francs par an en 1978 (...).

« Cependant, pour importante que soit cette mesure, il reste pour les anciens P.G. et C.A.T.M. deux problèmes essentiels à résoudre avant la fin de la législature et qui ne semblent pas avoir été abordés au conseil des ministres du 17 août 1977 :

« La révalorisation des pensions de guerre. Sur le premier point, il est nécessaire de rappeler que seuls peuvent prétendre à la retraite du combattant les titulaires de la carte du combattant et que, à ce jour, les 30 000 anciens P.G. qui sont encore privés de la carte du combattant ne peuvent bénéficier de cette retraite.

RAPATRIÉS

A TOULOUSE

Les représentants des rapatriés sont satisfaits

De notre correspondant régional

Toulouse. — M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, a présenté son projet de loi sur l'indemnisation au conseil des ministres avant la fin du mois de septembre. C'est l'information que M. Longuet, son directeur de cabinet, est venu apporter aux députés régionaux du R.P. réuni vendredi soir à Toulouse autour de leur coordinateur, le professeur Goinard.

Pendant que M. Dominati se rendait dans la région de Muret-Saint-Gaudens, accompagné de son chef de cabinet, M. Ancelin, afin d'y rencontrer d'anciens harkis que tous deux avaient connus personnellement pendant ou après la guerre d'Algérie, MM. Forzy, Laquière et Roseau rendaient compte à leurs amis des résultats de la dernière entrevue avec le secrétaire d'Etat. Différents problèmes encore en suspens ont été abordés : celui des disparus ne trouvant malheureusement pas de réponse dans les milieux officiels français, et pourtant des rapports de la Croix-Rouge internationale ont fait état de plus de deux mille personnes dont les familles sont toujours sans nouvelles. Ce qui n'est pas sans poser de sérieuses difficultés, notamment pour les épouses ne pouvant prouver qu'elles sont veuves lors de décès ou de successions ou pour la constitution de dossiers d'indemnisation.

M. Jacques Roseau, président des Fils de rapatriés, s'est déclaré satisfait, et M. Guy Forzy, président des Comités des agriculteurs rapatriés, a fait preuve de la même confiance car il considère que la situation s'est vraiment dégelée.

Dans la salle, tout le monde ne partageait pas le même optimisme et commentait la réunion qui devait se tenir samedi après-midi au Capitole, avec M. Pierre Baudis et ses élus rapatriés, certains ont remarqué que, curieusement, dans son périple, M. Dominati n'aurait que dans les villes (Montpellier, Toulouse, Nice, Toulon) dont les maires sont de ses amis politiques. Une sorte de tournée électorale ? Le secrétaire

JUSTICE

POUR LA POLICE

L'enlèvement de M. R. Simon reste une affaire insolite

M. Roland Simon, qui son ravisseur a libéré vendredi matin 9 septembre (le Monde du 10 septembre) à une vingtaine de kilomètres de Villefranche (Rhône), affirme être incapable de donner des indications sur le lieu où il a été séquestré pendant deux jours. « La voiture a roulé longtemps avant qu'on ne m'en fasse descendre », a-t-il déclaré. Il semble cependant que les enquêteurs situent cet endroit dans la région du bas Beaujolais, où ils ont effectué des recherches et des contrôles.

M. Simon a également expliqué qu'il avait été bien traité et n'avait vu qu'un seul homme, toujours masqué. A sa sortie des locaux de la police judiciaire, où il a été interrogé pendant près de quatre heures, il a précisé qu'il ne souhaitait faire aucune déclaration, à aucun moment, se contentant d'indiquer qu'il ne croyait pas à une vengeance et qu'il ne savait pas si l'affaire du « gheron » de Villefranche, se déroulant dans la région du bas Beaujolais, était liée à l'enlèvement de M. Simon (le Monde du 9 septembre), pouvait être à l'origine du rapt, comme le supposait son père, M. Victor Simon.

Pour le préfet de police de Lyon, M. Roger Chazot, tout est possible, compte-tenu de certains

faits insolites dans cette affaire. Les enquêteurs estiment que le rapt a été commis avec beaucoup d'audace par quelqu'un qui connaissait bien les lieux, mais qui n'était pas très expérimenté, comme le confirme l'utilisation d'une carabine 22 long rifle « manifestement pas une arme de gangster ». En outre, la configuration des lieux ne donne pas l'assurance d'une fuite rapide. Tout pouvait être compromis par l'arrivée d'un seul véhicule (le Monde du 8 septembre).

La famille de M. Roland Simon n'a dit-elle, « versé aucune rançon ». Aucun contact direct n'aurait semblé-t-il, été pris avec elle, mais, dès mercredi soir 8 septembre, un interlocuteur anonyme avait téléphoné au journal le Progrès à Lyon, pour transmettre un enregistrement magnétique : « Ici Roland Simon, j'ai la bande, je serai remis en liberté après la remise d'une rançon de 2 millions et demi de nouveaux francs en billets usagés de 100 francs. Sur quoi la police ne tente rien, ma vie en dépend. Mes ravisseurs prendront contact téléphoniquement avec mon frère Bernard dans la nuit de jeudi. Qu'il reste au bureau de Villefranche où il recevra des instructions. »

LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE INTERVIENT SUR LA GRATUITÉ

« Mesure d'opportunité favorisant les couches moyennes qui ne bénéficient pas de l'aide judiciaire, la suppression des droits, taxes et frais de justice, réclamée par le Syndicat des avocats de France depuis sa création, laisse pratiquement entière la question des inégalités dans l'accès à la justice », indique ce mouvement dans un communiqué publié le jeudi 8 septembre en marge des entretiens de Nanterre (le Monde du 10 septembre).

Le S.A.F. ajoute : « Les procès entraînent des formalités, des déplacements, du temps de mise en œuvre se traduisant par des charges financières assumées par les professionnels de la justice, et en particulier par les avocats (locaux, équipements, personnel, etc.). Ces charges, qu'une simplification de la procédure pourrait alléger, persisteront ».

« Le droit à la justice, observe encore le S.A.F., est une valeur fondamentale des citoyens. Pour l'assurer à tous, il faut l'institution d'un vaste secteur d'aide juridique et judiciaire dispensant l'information, permettant la prévention des litiges et procurant une assistance concue dans les procès à ceux dont les ressources sont insuffisantes pour qu'ils prennent totalement en charge le coût de leur défense. »

FAITS ET JUGEMENTS

« V.S.D. »

ne sera pas saisi.

La saisie du nouvel hebdomadaire V.S.D. était demandée, le 9 septembre, par M. Olivier Ertice, le sculpteur auteur de la maquette du trône fabriqué en France pour le couronnement, à Rangui, de l'empereur Bokassa. Mais M. Pascal Coccadi, vice-président du tribunal de Paris, l'a débouté. Il a estimé qu'il n'y avait pas lieu à référé, car il existe une « contestation sérieuse ». V.S.D. a soutenu, en effet, d'une part, que le litige concernait la propriété intellectuelle et non la protection d'une œuvre de l'esprit ; d'autre part, que des reproductions de la maquette de ce trône avaient déjà été publiées dans la presse.

enlèvement, celui de M. Théodoroff et celui de M. Mallet, sont liés, soupçonneraient M. Guy Lachant d'être le « cerveau » des deux rapt.

Un enfant victime de malnutrition.

Victime d'un manque de soins et dans un état de malnutrition évident, un enfant, âgé de deux ans et demi, est mort le 7 septembre au domicile de ses parents à Beaune (Côte-d'Or). Ces derniers, M. et Mme Tapaszo, quarante ans, ouvrier maçon, et sa femme, Henriette, trente-deux ans, ont été présentés, le 3 septembre, au parquet d'Amiens et écroués. Selon l'enquête de la gendarmerie, cette affaire révèle des « carences » manifestes de la part

des parents et une « situation inacceptable à notre époque ».

M. Tapaszo, réfugié hongrois ancien légionnaire, disposait de ressources jugées « décentes » pour élever ses quatre enfants. Cependant, au début du mois de septembre, les deux aînés, âgés de dix et huit ans, étaient déjà confiés à une institution d'assistance à l'enfance. Au mois d'août, un médecin avait demandé aux parents que leur dernier enfant, André, soit hospitalisé en raison de son état de faiblesse. Mais M. et Mme Tapaszo avaient refusé. C'est le petit André qui, après une chute bénigne, est mort le 7 septembre.

Le médecin a refusé le permis d'inhumer, estimant que le décès avait été précipité par l'état d'insuffisance de l'enfant.

L'organisateur

de l'enlèvement
de M. Bernard Mallet
aurait été identifié.

Selon les renseignements recueillis à Amiens (Somme), la police aurait établi que M. Guy Lachant, habitant à Saint-Quentin (Aisne), et recherché dans le cadre de l'enquête sur le rapt de M. Théodoroff, en 1976, aurait joué un rôle important dans l'enlèvement de M. Bernard Mallet (le Monde des 11 et 12 août).

Deux des frères de M. Guy Lachant, Bernard et Marcel, avaient été arrêtés, en 1976, en possession de la rançon destinée pour la libération de M. Théodoroff. Les enquêteurs, qui ont la conviction que les deux

● *Cambriolage chez M. Michel Rocard.* L'appartement que M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, maître de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), occupe dans cette localité, « de l'ordre de l'habitat », précise-t-il, a été cambriolé vendredi 9 septembre.

Selon la police, le mobilier a été fouillé. On ignore encore l'importance et la nature du vol, mais, affirme M. Michel Rocard lui-même, « il s'agit d'une banale affaire de délinquance mineure ».

● *Attentat contre M. Biaggi.* — Plusieurs coups de feu ont été tirés, dans la nuit du 8 au 9 septembre, près de Bastia, contre la voiture de M. Jean-Baptiste Biaggi, avocat au barreau de Paris et maire de Cagnano (Haute-Corse). Les agresseurs, qui ont réussi à prendre la fuite, circulaient à bord d'un autre véhicule. Ils ont ouvert le feu

à deux reprises. Sans être atteint, M. Biaggi a perdu le contrôle de son véhicule, qui s'est renversé dans un fossé. L'avocat a été légèrement blessé au visage et à l'épaule.

● *Meurtre d'un avocat.* — M. Norbert Hanoun, quarante-six ans, avocat au barreau de Paris, a été tué d'une balle de révolver, dans la tête, au cours de la soirée du vendredi 9 septembre 1977, en son domicile, 51, avenue Raymond-Poincaré, à Paris (16^e). Le meurtrier s'est aussitôt constitué prisonnier. Il s'agit de M. Emile Amram, cinquante et un ans, commerçant au Chesnay (Yvelines), beau-frère de la victime. Ce meurtre semble avoir pour origine un différend d'ordre familial. M. Amram serait venu à plusieurs reprises menacer M. Hanoun, le meurtrier recherchant son épouse réfugiée chez l'avocat, son frère.

SPORTS

OMNISPORTS

Le budget du secrétariat d'Etat accorde la priorité à l'animation

Passant de 2 369 millions de francs en 1977 à 2 686 en 1978, le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports reste parmi les plus modestes. En pourcentage, il s'élève toutefois à 0,80 % du budget de l'Etat. Cette constatation étant faite, plusieurs actions montrent dans quel sens vont les préférences du nouveau secrétaire d'Etat, M. Paul Dijoud. La progression des crédits de fonctionnement (+ 14,5 %) est nettement supérieure à celle des crédits d'équipement (+ 13 %), ce qui indique que l'animation a été jugée prioritaire. Les professeurs d'éducation physique en sont les premiers bénéficiaires, puisque le nombre de créations de postes s'élève à 1 081 (502 professeurs et 579 professeurs adjoints) alors qu'il n'était que de 652 l'année précédente. Cette augmentation est encourageante, même si elle ne permet pas de suivre la progression souhaitée par le programme d'action prioritaire du VII^e Plan sur l'égalité des chances et de la culture : pour respecter l'impératif de ce programme, il faudra ouvrir 2 500 postes d'ici à 1980.

L'accroissement des postes est plus spectaculaire encore, en proportion, dans le domaine purement sportif, où cent postes de conseiller technique vont être ouverts en même temps qu'augmenteront légèrement les subventions aux fédérations et aux clubs.

L'action éducative et culturelle a dû aussi être privilégiée, ses moyens augmentant de 17,4 %. La part la plus importante (+ 20 %) revient à la promotion des activités et des loisirs éducatifs. Pour la jeunesse, l'augmentation des subventions se fera principalement en faveur des centres d'information, de la formation des cadres et de l'aide aux associations, notamment celles qui gèrent les centres de vacances. On peut s'attendre enfin à une réévaluation du taux de l'Etat accordé aux F.O.N.P. (Fonds de participation, avec les collectivités locales, aux salaires des animateurs).

Quant aux crédits d'équipement, dont on a dit qu'ils progressaient moins que les crédits de fonctionnement, ils verront cependant augmenter la part réservée aux subventions destinées aux collectivités locales au détriment des investissements propres de l'Etat.

Il reste maintenant à M. Paul Dijoud à respecter l'article 86 de la loi de finance de 1977, qui faisait obligation au gouvernement d'étudier tous les moyens budgétaires et extrabudgétaires dont pourrait bénéficier le secteur de la jeunesse et des sports (1).

(1) Parmi ceux-ci figurent d'ores et déjà 10 prélevement de 0,3 % sur le P.M.O. qui cette année encore, rapportent entre 25 et 30 millions de francs.

FOOTBALL

NICE ACCENTUE SON AVANCE

La septième journée de championnat de France de première division a permis à Nice d'accroître son avance grâce à sa victoire sur Troyes (4 à 1), tandis que Monaco, second, obtenait le match nul (1 à 1) à Valenciennes. Les résultats sont les suivants : Metz bat Lens 2-0 ; Nîmes bat Lens 2-0 ; Bastia bat Bordeaux 1-0 ; Strasbourg bat Nancy 2-0 ; Marseille bat Bastia 2-0 ; Angers bat Metz 1-0 ; Lyon et Saint-Etienne 2-2 ; Paris Saint-Germain bat Evry 3-1 ; Nice bat Troyes 4-1.

CLASSEMENT
1. Nice, 13 pts ; 2. Monaco, 11 ; 3. Marseille, Nantes, Sochaux, Saint-Etienne, 8 ; 4. Strasbourg, Nancy, Lyon, Nîmes et Bordeaux, 7 ; 5. Valenciennes, Bastia, Rouen, Reims et Metz, 5 ; 20. Troyes, 4.

BOXE

EVANGELISTA CHAMPION D'EUROPE

On n'aurait jamais dû parler d'une éventuelle rencontre entre Lucien Rodriguez et Mohammed Ali. Le premier nommé a perdu son titre de champion d'Europe des poids lourds, vendredi 9 septembre au Palais des sports de Madrid, des mains de l'Espagnol Alfredo Evangelista. Celui-ci, âgé de vingt-trois ans, n'est pas pour autant une « terreur » dans le style de son compatriote Salvador Uzcudun, l'ancienne gloire du ring, vainqueur d'Ermirino Spalla et de Max Baer.

Il n'en a pas moins contraint Rodriguez à l'abandon au onzième round après que le Français, qui était dominé aux points, lui ait trois fois saisi le poignet. En réalité, aucun des deux pugilistes n'avait montré ce qui fait la force des poids lourds : le punch de 100 kilos qui envoie l'adversaire au pays des songes. Ils ont d'ailleurs un exemple au sommet : Mohammed Ali, mais lui, c'est une autre histoire, dix ans de règne ! — O. M.

Monde
aujourd'hui
pédagogie



Le Monde aujourd'hui

LARCIN

MANUELS

La terre

Une pédagogie gaspilleuse

A cette époque de l'année, où tout le monde rentre de la campagne, de la montagne ou de la mer, Maria pense qu'elle n'a pas eu de vacances. Elle ne travaille que depuis six mois dans la « petite clinique » où elle est employée, et pas question de congé ! Alors, l'idée lui vient qu'elle pourrait arranger un peu mieux les fenêtres du minuscule deux-pièces où elle vit avec sa mère, les décorer avec un peu plus de verdure et de fleurs.

Pour cela, elle prend de la terre dans le jardin de la clinique, la met dans un sac en plastique, qu'elle place dans un coin en se disant qu'elle l'emportera à la fin de sa journée. De quoi garnir deux ou trois pots et un petit coisson. Le soir même, la directrice de la clinique la convoque : « Le jardinier a trouvé le sac de terre que vous avez caché. Vous savez comment cela s'appelle ? Un vol. »

C'est une dame pas très commode, qui entend que son établissement soit sans défaut. Elle a l'air courtoise, le sourire facile, le verbe haut. Maria baisse la tête. Elle veut s'excuser, il faut bien appeler les choses par leur nom. Elle pense que le jardinier avait plutôt l'air sympathique quand il allumait sa cigarette, entre deux coups de bêche. Elle songe vaguement à son sac de plastique qu'on ne lui rendra pas. Elle n'a rien à dire à la directrice. Elle tient à garder son emploi.

Qui a dit : « La terre appartient à celui qui la travaille » ? Maria, elle, ne travaille même pas la terre. Elle se contente de faire les chambres, les lits et le ménage des autres.

RAYMOND JEAN.

Il y a bien du soul, en ce moment, dans les foyers. C'est onctueux, l'enseignement gratuit. Tout augmente, traditionnellement. Au point que l'aide elle-même a suivi la hausse. Et c'est très bien. Mais, à l'heure des compressions, des bouts de chandelle à surveiller et de la consommation contrôlée, ne pourrait-on appliquer à l'enseignement de nos chers petits ce nouveau proverbe bien de chez nous selon lequel nous n'avons pas grand-chose mais pas mal d'idées ? L'expérience paternelle m'incite à en soumettre une à l'attention générale.

Des centaines de pages

Pour mon élève de quatrième, j'ai acquis l'an passé un nombre considérable de livres. De l'histoire de la musique au manuel d'orthographe, en passant par celui d'histoire civique, rien ne manquait — pas, surtout, ces livres d'art que sont les manuels de géographie. Un impressionnant amas de centaines de pages. Or, au terme d'une très brève année scolaire — à la mi-avril, tout était clos — c'est bien le diable si vingt-cinq de ces centaines avaient servi. Les manuels de géographie avaient été mal choisis ; le manuel d'orthographe abandonné ; l'histoire musicale n'avait été faite que de silence ; l'histoire sans musique s'était réduite à quelques discours que j'espère magistraux sur le plan Barre ; de géographie, guère ; d'espagnol, peu ; il y eut tout de

même de l'anglais et des maths, mais sur un cahier dit de cours qui remplissait, paraît-il, avantageusement les chapitres du livre.

Autrement dit, j'ai dépensé plusieurs centaines de francs pour un usage de quelques sous. Grand bien fasse aux auteurs et aux éditeurs ! Mais tant qu'à faire d'acheter de beaux volumes, autant acquiescer des livres d'art, ou des romans. Les enseignants ne devraient recommander à leurs élèves que l'acquisition de romans. Je sais bien qu'il y a grande joie, pour l'enfant, le premier jour, à exhiber la pile impressionnante de livres et d'en feuilleter trois pages, mais c'est cher payer un plaisir éphémère. Imagine-t-on un manuscrit achetant, avant de faire une fenêtre en bois blanc, une tonne de fer, cent kilos de cuivre et quatre stères d'acajou ?

Au goût du temps

Au temps où j'avais le précieux honneur d'enseigner les jeunes générations, un cahier de brouillon, un crayon noir et une gomme suffisaient pour dominer la règle de trois. Il est vrai qu'en ce temps-là deux et deux faisaient très bêtement quatre et que mes élèves de sixième connaissaient mieux l'histoire qu'un chasseur d'unités de valeur qui choisit son groupe en fonction des heures du métré.

Tout de même, à l'instant où il nous est dit et redit que les vaches grasses maigrissent ; aux

jours où le progrès n'est pas d'aller plus vite mais plus lentement ; quand on se sent parents à la nécessité de cultiver leurs potes, de surveiller les étiquettes et d'utiliser le verso de leurs feuilles de papier ; quand l'usage raisonnable des choses devient la règle civique et de survie, peut-être serait-il bon de ne pas habituer les enfants à posséder quinze livres pour en utiliser dix pages. Ce serait de la bonne pédagogie, l'exemple, la meilleure. Le gouvernement n'aurait plus à verser des allocations-livres. Il se servirait de cet argent pour augmenter le nombre des professeurs — il est vrai que ceux-là aussi achèteraient leurs précis, leurs manuels !

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

ENSEIGNEMENT-RENSEIGNEMENT ?



Copyright le Monde et Jean Eitel

Colonies de vacances

LE MAL-AIMÉ DU CONTINGENT

Le car rouge et blanc libère son monde de passagers dans un joyeux brouhaha de cris et de rires. Le dernier contingent de la colonie de vacances débarque sur la place de l'Eglise. Les parents sont là, anxieux de retrouver leur progéniture.

On s'embrasse, on s'exclame, on s'extasie. Les dents des enfants barrent de blanc leur visage hâlé. On s'embrasse au milieu des bagages que l'on charge sur les voitures, et, peu à peu, cette assemblée grouillante se dilue, s'éparpille, dans les rues adjacentes. Près de la porte plantée du gros

véhicule, un homme à surêtement bleu a observé allongement la scène, sans bouger. Il attend. Un à un, les « colons » repartent chez eux, gonflés d'anecdotes, d'aventures passionnantes, vécues pendant trois semaines. A peine assis sur la banquette de l'auto paternelle, le trop-plein commence à se déverser : « Tu sais p'pa, le « mono » il a dit... »

« Alors, devine maman ce que Xavier il a répondu à Jacques ? » Le père et la mère sourient de l'enthousiasme de leur rejeton. La place de l'Eglise est vide, désolée. Tous sont partis. Seul

un... Un tout petit blondinet assis, éperdu, sur sa valise à rainure d'une ficelle. L'homme au surêtement est là encore, lui aussi, qui attendait. Qui attendait quoi ? Évidemment ce qu'il a sous les yeux, ce à quoi il constatera cherchant du regard des gens absents et qui ne viendront point.

Le directeur du contingent le sait. A chaque fois, c'est le même chose. Au retour, il y a un ou plusieurs « oubliés ». Le bambin blond devait être de ceux-là quasi inévitablement. Pas une de ses malheures et naïves correspondances sur des cartes postales en couleurs n'a reçu de réponse, tout au long des vingt et un jours de « colo ». Il a attendu en vain un mot de ses parents. Voilà pourquoi le responsable du séjour le surveille depuis l'arrivée.

Il s'approche, faussement joyeux : « Tu te rends compte, tes parents, ils n'ont pas de mémoire, dis donc. On va leur faire la surprise. Allez, viens ! »

Il prend le menotte du gamin et empoigne le pauvre colat. Tous deux se dirigent en voiture vers un lointain jolissement, dans les faubourgs de la ville.

La cartoline à trois notes miteuse au milieu des étoiles d'un show télévisé. On ouvre et on s'écrie : « Ah ben ! par exemple, le voilà, toi ! C'est donc aujourd'hui que tu rentres ? Je croyais que c'était mercredi ! »

« Merci quand même »

Le gosse, navré, secoue les épaules avec l'air de s'excuser.

« J'espère que tu as mangé, au moins. Nous, on a fini. Tu as bonne mine, hein ! Tu n'as pas dû jeûner en nourrice ! »

La valise et l'enfant sont poussés vers la sortie de la gare, où le père et la mère, sur la banquette écaillée, écoutent religieusement Sardou chanter l'habitude en France.

« Merci quand même, monsieur, j'espère qu'il a été sage et qu'il n'a pas pissé au lit ! »

L'homme au surêtement a un geste vague et furieux en sonnant. « Qu'est-ce que ça peut bien vous foutre ! » grognelle-t-il entre ses dents.

Ce qui le tracasse, finalement, c'est de savoir à quel moment le gamin ramènera à sa mère le cadeau qu'il lui a acheté ; une tranche de franc d'arbre vernie dans laquelle sont inscrites un paysage baroque et deux coquillages encadrant un thermomètre. L'enfant a longuement hésité devant cet accessoire. Ça coûtait 28 francs de plus.

« C'est beau, hein, m'sieu ? Tu parles si elle va être contente maintenant... »

Dans la rue déserte, la petite voix fragile résonne à nouveau dans les oreilles du directeur. Celui-ci, soudain, a dans le bouchon un goût de buvard, et il sent sa gorge se nouer. Cela le met en colère. Il ne s'habitue donc jamais, bon sang !

Le timbre vengeur de Sardou, résonne toujours enroulé, le recommande en écho : « Mais voilà, l'habitude en France, Et la France c'est pas du tout [c] qu'on dit.

SERGE GRAFFEAUX.

Au fil de la semaine

ANNE, vingt-huit ans, docteur en philosophie (Sorbonne), licenciée de linguistique (Vincennes), diplômée de chinois (Langues orientales), auteur d'un roman paru en 1974 à La Table ronde. Jean-Pierre, vingt-huit ans également, maître d'arts de l'Université d'Orléans, diplômé d'anglais (Sorbonne), diplômé de chinois et de vietnamien (Langues orientales), auteur d'un livre sur le boulier chinois. Deux intellectuels bordés de diplômes, et puis tous deux solides, gais, sympathiques.

De petits « boulots » dans l'édition. Le chômage. Des « piges » pour un article ici ou là. Le chômage. Un voyage inorganisé mais détendu aux Etats-Unis, qui s'achève en gag (l'agence de voyages pour étudiants à laquelle on a acheté par prudence le billet de retour fait faillite, et le billet ne vaut rien). Le chômage. L'estime de leurs éditeurs respectifs, mais d'argent point. Le chômage. Candidatures à des postes de coopérants au Maroc ou ailleurs : refusées, pas de postes vacants. Et ainsi de suite. Et Paris ras-le-bol. Elevés comme des bourgeois, dit Anne, nous nous sommes réveillés comme des anarchistes, sans travail, ni famille, ni patrie.

Jean-Pierre est originaire de la vallée du Lot. Anne, Normande, est tombée amoureuse de cette région. Et 1976 : c'est décidé, on va lancer un journal local et artisanal.

Le capital : 2 000 francs, grappillés à grand-peine. Les bureaux : le deux-pièces qu'on habite dans une cité H.L.M. proche de Fumel, une cité où les Mauvains sont nombreux : « Le Mauv, disent-ils, n'a pas voulu que nous allions à lui, alors il vient à nous. Pas de téléphone naturellement. L'équipement : une vieille 4 L d'occasion et une planche sur deux tréteaux. A un bout, le bureau du directeur ; à l'autre, celui de la rédactrice.

Ce sera le « journal bimensuel d'information de la région s'étendant entre Cahors, Fumel, Montflanquin, Tournan-d'Agenais, Villefranche-du-Périgord, Cazals, Catus, Montcau, et tous les villages intermédiaires ». Oui ! Rien de moins. Rien de plus, d'ailleurs. Regardez la carte : un canton et demi dans un cercle de 40 kilomètres, à cheval sur trois départements, le Lot, le Lot-et-Garonne et la Dordogne. Raison sociale ? « Faits et Gestes » : prétentieux, obscur. « La Fiches du Lot » : banal. Eurêka ! « La Feuille », tout simplement. Le plus petit journal de France. Enfin, presque.

Le premier numéro de « la Feuille » est sorti des presses le 17 septembre 1976. Il avait été annoncé par une belle affiche verte que l'« équipe » du journal avait placardée elle-même aux quatre coins de sa future « zone de diffusion » pour annoncer : « La feuille tombe le 17 septembre ». Sibylline, la nouvelle avait été diversement interprétée.

A la recherche de la publicité nécessaire pour financer, au moins en partie, ce premier numéro, les deux fondateurs rencontrèrent un accueil frais, voire carrément méfiant ou ironique. « Encore de la politique ! » Mais non, nous ne sommes des militants d'aucun parti. « Alors c'est encore pour l'Occitanie ? » Ou bien : « Un cercle poétique ? », « Un mouvement écologique ? » Et aussi : « Un journal porno ? », à cause de la feuille des statues, sans doute. Et encore : « La feuille... d'impôts ? » Et même : « Evidemment qu'elles tombent, les feuilles, en septembre. Faire une affiche pour ça ! »

Pour la publicité, ce fut pire. Dans son inexpérience, la première visite d'Anne avait été pour le directeur d'une opulente agence de tourisme de Cahors dont elle ignorait... qu'il était en même temps chef de la publicité départementale du grand quotidien régional. Accueil intéressé et amusé et le sentiment d'avoir fait un énorme pas de clerc en se jetant, d'emblée, dans la gueule du loup.

Il fallait aussi courir les Maisons de la presse, à défaut des cafés, voire les épiceries, de quartier en quartier et de village en village, pour tenter d'obtenir que les commerçants acceptent de prendre le journal en dépôt. Réponse fréquente : « On ne peut pas prendre ce risque-là ! » Le risque ? recevoir gratuitement un petit paquet d'exemplaires et rendre les invendus au passage suivant, quinze jours plus tard. « Le risque français à un seul très bas », dit Anne.

Le plus petit journal de France

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

Publicité, préparatifs de vente. Et la rédaction ? Et l'impression ? Que savent-ils au juste du journalisme ? Anne répond : « Strictement rien. » L'imprimeur trait le journal mais ne le compose pas. Il leur fait porter le copie et aller chercher les colonnes de la place de l'Eglise. Arriver, au coin d'un bois, la 4 L essouffée pour tenir une réunion du comité de rédaction ou rédiger l'édition. Courir démarcher un annonceur éventuel, un dépositaire réticent. Etablir, vérifier, le calendrier des foires et marchés pour les semaines à venir. Expliquer inlassablement le projet. Répondre aux objections. Dire qui on est, pourquoi on fait cela. Veiller à tout, tout faire, tout prévoir.

Enfin, le premier numéro, tiré à cinq mille exemplaires — beau bandeau marron, huit pages format 24 X 32, présentation claire et plaisante, prix : 2 francs — est distribué gratuitement : cette fois, la caisse est à sec ; le crédit chez l'imprimeur épuisé, c'est quitte ou double pour le numéro deux.

Un an ou presque s'est écoulé. « La Feuille » est toujours là, vaillante et débrouillarde. Elle a pris des vacances comme tout le monde : son dernier numéro a paru fin juillet, le prochain sortira des presses dans quelques jours, le 17 septembre, pour l'anniversaire du numéro un. Et, en guise de cadeau d'anniversaire à ses lecteurs, « la Feuille » sera désormais hebdomadaire, tout en coûtant moins cher : 1,50 franc le numéro, 40 francs l'abonnement annuel. Le journal s'est équipé, il est maintenant passé à la photocomposition. La rédaction s'est élargie : deux dessinateurs de seize et dix-huit ans, un auteur d'excellentes grilles de mots croisés, se sont fait connaître, des rédacteurs bénévoles ont offert leurs services. Le réseau de vente s'est étendu, non pas géographiquement, mais en profondeur, en densité. Les lecteurs, les abonnés, sont, chaque jour, plus nombreux, non seulement dans la région, mais parmi les expatriés qui vivent dans les villes lointaines, à Toulouse, à Paris et ailleurs. La publicité atteint un volume satisfaisant. Et surtout l'« équipe » a beaucoup appris, et elle fourmille d'idées.

Par exemple, les petites annonces — gratuites — occupent, en général, une bonne page du journal. Une astuce : chaque dépôt a reçu, pour placer à côté des exemplaires en vente, une boîte aux lettres. Chacun peut y déposer sa petite annonce, mais aussi ses remarques, ses suggestions, ses réactions, des échos de la vie locale : source d'informations précieuses et dialogue permanent, confiant et direct, avec les lecteurs, qui n'ont même pas besoin d'un timbre et d'une vraie lettre pour s'exprimer.

« On n'est pas des kamikazes — c'est Anne qui le dit, — mais on a du courage. » La campagne municipale — « la foire aux mairies », a dit « la Feuille » — n'a pas été sans remous. Et il faut du culot pour s'indigner, à la veille de Noël — sous le titre « Mon foie... connaît pas ! », — du gavage des oies dans ce haut lieu du foie gras. On dit ce qu'on pense — pas forcément tout, mais beaucoup, — et on pense ce qu'on dit. A chaque ligne, la vie toute simple est là, chaude, drôle ou triste. Un journal pas comme les autres.

Ce n'est, certes, pas la fortune, la partie n'est même pas vraiment gagnée. Mais le chômage intellectuel est vaincu. Et puis connaissez-vous beaucoup de journaux dont la direction et la rédaction déjeunent, sans note de frais, « dans le Cousse, sous le soleil ardent et les petits chênes verts, croquant le bon pain avec le jambon de pays et le fromage de chèvre arrosé d'un cahors de l'année » ?

Tout cela, Anne et Jean-Pierre l'ont dit par bribes, quinzaine après quinzaine, à leurs lecteurs. Et Anne le raconte aussi avec beaucoup de gaucherie et une foule d'anecdotes qu'on a pu transcrire ici, dans une brochure, plutôt luxueuse ma foi, qui s'intitule : « la Feuille ou le plus petit journal de France. » Une brochure dont la bande dit tout : « Comment sortir du chômage. L'aventure d'un journal artisanal dans la vallée du Lot. »

* La Feuille, 23, cité des Rochers, 47500 Saint-Vite-de-Dor. Le numéro : 1,50 F. Abonnement d'un an : 40 F. La brochure La Feuille ou le plus petit journal de France, 25 F. franco.

صك زامن الأصل

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

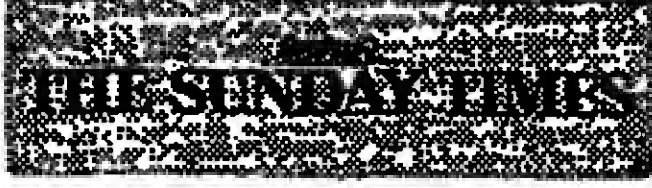
BusinessWeek

Une conséquence inattendue du M.L.F.

Le très sérieux BUSINESS WEEK américain constate qu'une des conséquences inattendues du mouvement de libération féminine est qu'on ne trouve plus de secrétaires dans tous les Etats-Unis.

« Les femmes cherchent à quitter cet emploi peu payé au profit du travail manuel. (...) Le manque de secrétaires est général dans le pays. Ainsi, rien que dans une section du service national d'emploi de Washington, on ne trouve pas de candidates pour quatre cents offres d'emploi. Et, à quelques pas du bureau de cette section, on peut voir de fortes femmes qui travaillent à la reconstruction du marché et gagnent 8 dollars (40 F environ) de l'heure. « Je travaille deux fois plus qu'avant, mais j'obtiens une augmentation tous les six mois », nous dit Judy Minter, qui a troqué un emploi de bureau pour l'apprentissage de la menuiserie. « De plus, c'est un travail que je peux faire n'importe où. Je puis dans voyager et gagner ma vie là où cela me plaît. »

Le chef du personnel des services de transports à Pittsburgh a constaté que 10 % des candidats aux emplois de chauffeurs d'autobus sont des femmes : les conducteurs gagnent de 13 000 à 18 000 dollars par an, alors qu'une secrétaire débutante gagne de 7 500 à 10 500 dollars par an.



La fumée qui tue les têtes couronnées.

« Le tabac a tué les quatre derniers souverains du Royaume-Uni, et il a changé la face de l'histoire du pays », affirme le correspondant médical de l'hebdomadaire britannique SUNDAY TIMES.

Sous le titre « Cette fumée qui tue les rois », le journal présente successivement les rois victimes de l'assassin King Size : Edouard VII, mort le 6 mai 1910, à l'âge de soixante-neuf ans, d'une bronchite chronique (« Il fumait en moyenne douze énormes cigarettes et vingt cigarettes par jour »); George V, mort le 20 janvier 1936, également de bronchite chronique due au tabac; à l'âge de soixante-dix ans; Edouard VIII, le duc de Windsor, mort le 28 mai 1972 d'un cancer de la gorge causé par le tabac, et George VI, mort le 6 février 1952 d'un cancer du poulmon et qui fumait au moins quarante à cinquante cigarettes par jour.

Soulignant le rôle de la monarchie dans la popularisation de la cigarette, le journal précise que la reine Elisabeth ne fume pas, mais que la princesse Margaret et la reine mère fument. « L'histoire aurait certainement été différente si nos rois n'avaient pas fumé et contribué autant à la popularité de la cigarette. »

le soleil

Une mise à pied justifiée.

Le quotidien sénégalais LE SOLEIL voit un cas exemplaire dans l'affaire suivante arrivée au Togo : « Le ministre de la fonction publique et du travail doit d'abord être un bon travailleur, soucieux du respect des lois mais encore des horaires de travail. C'est peut-être ce que le président Gnassingbé Eyadéma a voulu apprendre à son ministre en décidant, à la suite d'une visite inopinée, de lui infliger deux mois de mise à pied sans solde pendant que quinze autres collaborateurs directs du ministre occupent d'un mois de mise à pied sans solde. Le motif est très simple : le ministre et sa suite sont arrivés en retard au travail. (...) Il faut croire que le ministre et les autres retardataires n'ont pas participé à la séance d'animation culturelle quotidienne, au cours de laquelle tout le monde chante, danse et écoute des slogans qui exaltent les mérites de Eyadéma et appellent à l'unité et à la solidarité pour que vive le Togo nouveau. »

« C'est davantage la rigueur militaire que celle des lois du travail qui a permis une mise à pied de cette nature prise à l'exception et assurément elle l'est à bien des égards par le fait que les ministres étaient jusqu'à l'abri d'une sanction pareille. (...) »

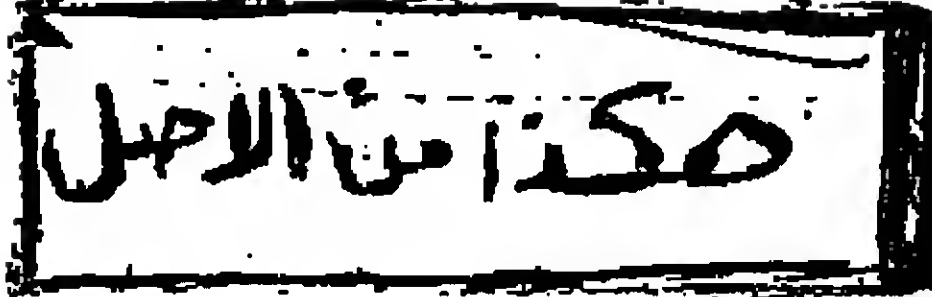
« Si la leçon togolaise risque, sur la forme du moins, de ne pas faire tâche d'huile respectabilité oblige, en revanche, elle pose dans toute son acuité le problème de nos administrations et des blocages que les paralysent. Plus que jamais nous sommes placés devant ce terrible dilemme : ou bien nous fondons notre action sur l'efficacité, la rationalité et le sens aigu des responsabilités, auquel cas nous avons des chances de sortir de l'engrenage du sous-développement, ou bien nous encourageons la démission, la facilité et le poncif-piétisme et alors, dans ce cas, il faudra bien admettre que, malgré la générosité des proclamations de foi, la pertinence de l'analyse et la portée des discours, nous serons d'éternels traîneurs ; des hommes condamnés à voter parce que dépourvus de rigueur et de foi. »

THE IRISH TIMES

Des oiseaux à calendrier.

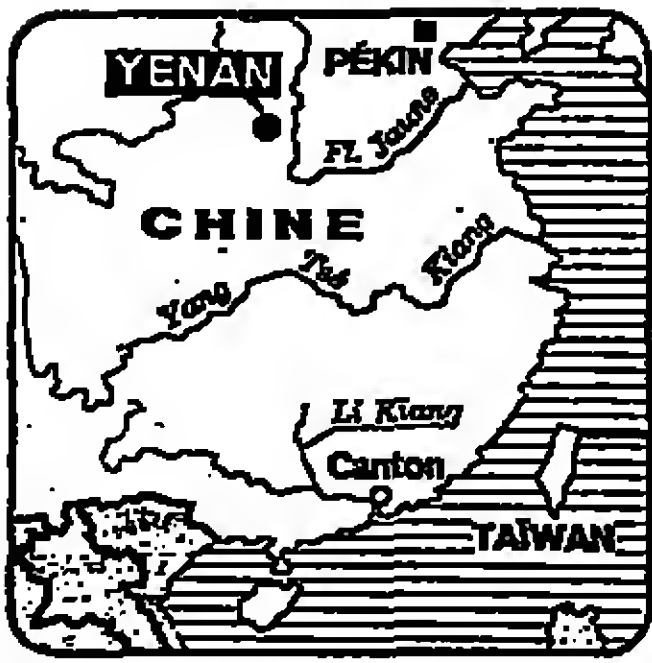
Le quotidien de Dublin IRISH TIMES relate la curieuse histoire suivante : « Il semble bien que les oiseaux sachent non seulement le temps qu'il fait, mais aussi quel jour de la semaine on est. Il y a quelques années, il y avait au zoo de Dublin trente-et-une oiseaux indiens qui avaient l'habitude, en hiver, de quitter le zoo et de passer leur temps dans deux parcs de Dublin où il y avait davantage de monde pour les nourrir. Mais, chaque dimanche, elles retournaient toujours au zoo, parce qu'elles savaient que le dimanche il y avait davantage de monde là que dans les parcs. »

« J'ai demandé à l'un des responsables comment les oiseaux pouvaient reconnaître que c'était le dimanche. « Je ne vois que deux choses, me dit-il. Le son des cloches des églises et l'absence du bruit de la circulation. Il est étonnant à quel point les oiseaux savent associer les bruits à la nourriture. »



Lettre de Yanan

A la source du communisme chinois



YENAN, le berceau de la révolution ? Après tout, le parti communiste chinois avait déjà près de quinze ans d'existence lorsque son comité central, avec ce qui restait de l'armée rouge au terme de sa longue marche, vint se réfugier à l'automne 1935 dans ce gros bourg du Shanxi, perdu dans ses montagnes de loess. Le parti avait déjà tenu six congrès, traversé plusieurs crises majeures et contrôlé des forces armées bien supérieures aux quelque cinquante mille hommes qui se regroupèrent dans cette « base du Nord ».

C'est pourtant à Yanan que le communisme chinois allait prendre sa source. Ses chefs, jusqu'à présent, n'avaient connu que la double expérience d'une guérilla dans des maquis dispersés et d'échecs sanglants dans leurs tentatives d'insurrection ou simplement d'organisation en milieu urbain. Mao Tse-tung lui-même, en dépit d'une autorité grandissante, n'a été pendant ces années qu'un dirigeant parmi d'autres, souvent contesté. Quelques mois plus tôt seulement, en janvier 1935, le parti l'a reconnu comme son véritable patron — civil et militaire.

Il a tout juste la cinquantaine lorsqu'il arrive à Yanan, où il va avoir pour la première fois les mains libres, tant de mener à son gré les opérations militaires que, surtout, de gouverner la première base d'un régime socialiste en Chine et cela pendant plus de dix ans.

Yenan va donc être le laboratoire d'une expérience entièrement originale où s'élaboreront des principes, des méthodes qui, quarante plus tard, formeront encore l'évangile de la République populaire. Là, en définitive, se cultiveront les germes de tout ce qui allait naître de la révolution chinoise, le meilleur et sans doute aussi le pire. N'est-ce pas, après tout, au nom de principes énoncés à Yanan que, du vivant même de leur auteur, la littérature et l'art chinois allaient subir les avatars que l'on sait ?

Vu de la vieille pagode qui la domine, la ville elle-même fait penser à ces cornes du Nord, sous la grille de leurs toits. Elle est toute laiteuse, les ruelles, les patios, les quelques rues qui la composent, bordées de maisons blanches et basses aux volets sang de bœuf, souvent repeintes de frais, qui lui donnent un air de gros village. Et si la population a beaucoup aug-

menté depuis la guerre, Yanan n'est encore, de fait, qu'un lointain village. Sans doute l'avion — suivant des horaires d'une régularité relative — y amène-t-il des groupes de visiteurs venus de Pékin. Mais le train ne vient pas encore jusqu'ici, et il faut au moins vingt-quatre heures aux habitants pour rejoindre en autocar l'une des villes les plus proches, Sian ou Taiyuan.

L'état-major de la révolution s'était installé un peu à l'écart du bourg proprement dit, presque tout à fait dans la campagne, où les logements sont à la fois grossiers et modestes, creusés dans l'épaisseur du loess, à flanc de coteau. Le site prête à la réflexion, sinon même à la méditation. Il y a quelque chose de monastique dans ces habitations où demeurent Mao Tse-tung, Chu Teh, Chou En-lai et leurs compagnons. La plupart des bâtiments ont été détruits par les bombardements japonais ou par le Kuomintang, lorsque celui-ci occupa la base en 1947, mais tous ont été fidèlement reconstruits. Il fait frais sous ces voûtes blanches. Le jour y pénètre tamisé par le papier tendu sur de fins croisillons de bois et le regard se repose sur l'arondi des portes.

RIEN n'est plus palé que ces murs de plus finement lissés dont l'ocre pâle continue ce jeu de fausses volutes et du sol lui-même, souple et silencieux à la marche comme l'air battue et rebattu d'une cour de ferme.

De nombreuses photographies, exposées aux endroits précis où elles ont été prises, témoignent que l'on n'a pas triché dans les reconstructions. Certains détails, au reste, ne s'inventent pas. Chu Teh, le chef de la guerre, Chou En-lai, le diplomate et déjà homme de gouvernement, ont toujours eu sur leur bureau un téléphone. Lourde engins de campagne, à manivelle, mais qui leur interdisaient d'ignorer un instant la pression des événements. Mao lui-même préférait tenir cet engin à distance et ne le tolérera chez lui qu'après, dans une pièce séparée, — que les deux derniers temps de son séjour à Yanan. Une double cellule lui est en général réservée où l'on trouve seuls un grand lit tendu de blanc, une ou deux chaises de toile, quelques rayonnages et toujours le bureau, entrecroisé de culvres et pincées compliquées, qui lui servent, quelques-unes de ses œuvres les plus fortes. On pense irrésistiblement à l'armistice d'un homme absorbé dans l'interminable recherche d'une philosophie politique nouvelle.

Tout, à vrai dire, n'était pas méditation à Yanan. Les jeunes guides qui accompagnent le visiteur évoquent d'une voix assurée par la respect, et peut-être l'émotion, l'intérêt que le Grand Timonier prenait pour les problèmes les plus pratiques de l'existence. Quelques détails de leurs récits font penser à la vie des saints. Comment le président Mao refusait un manteau par-

ticulièrement confortable qui avait été confectionné à son intention ; comment il donna sa couverture à son garde du corps qui avait plus froid que lui ; comment il insista pour aller lui aussi, comme tout le monde, biner les carrés de légumes où le quartier général de la révolution trouvait sa subsistance.

Cette question de subsistance a été capitale pendant les premières années du séjour à Yanan. Il s'agit de regarder ces pentes abruptes, profondément ravées par l'érosion, pour comprendre que l'armée rouge ne s'était pas installée ici dans un pays d'abondantes richesses. La petite population du bourg vivait surtout du commerce, qui — en temps de paix — convergait de loin (et même de Mongolie) vers ce carrefour de vallées. Mais les quelques cultures existant au pied des montagnes suffisaient tout juste à la nourriture. De la nécessité naquit le « mouvement pour la production », qui fut à Yanan une application à la lettre du principe : « compter sur ses propres forces ».

L'épisode le plus héroïque consista à lâcher en pleine nature, à 45 kilomètres de là, quelques milliers de soldats qui eurent à la fois pour mission de défendre l'une des entrées stratégiques de la base et d'y créer des cultures. L'endroit s'appelle Nannwan, et un vétéran de l'époque, revenu s'y établir depuis la libération, raconte alertement, malgré ses quatre-vingts ans et quelques, ce que fut cette épopée. Il fallut littéralement tout inventer, défricher, filer, tisser et même fondre les cloches qu'on trouvait encore dans les emplacements bouddhistes des environs pour fabriquer les premiers outils. D'une compagnie à l'autre, chacun fabriquait et teignait ses uniformes à sa manière et avec les racines de son choix. Ce qui donnait, paraît-il, un assez joli assortiment de couleurs lorsque la brigade se réunissait au complet.

Mais le riz, le blé, le millet, poussent et l'on put manger — à peu près — à sa faim. Non seulement rien n'a été abandonné de tout cela mais les rizières se sont étendues, où l'on peut voir de nouvelles recrues de l'armée populaire de libération, dont ce n'est visiblement pas le métier, entretenir les traditions en apprenant, les pieds dans l'eau, à planter les semences sous les fosses, à repliquer les jeunes plants.

C'est peut-être la seule manière de méditer devant le souvenir d'une épopée. Deux à trois cent mille Chinois se rendent chaque année en pèlerinage à Yanan et l'on croise sur les lieux historiques leurs groupes plus ou moins nombreux qui s'attardent devant les détails les plus familiers, la brèche à dents de Chou En-lai ou la baignoire en bois du président Mao. Mais ces visiteurs se mêlent aux paysans de l'endroit, qui viennent encore chercher leur eau dans un puits à deux pas de la salle où se réunissait, en 1947, le secré-

tariat du comité central, et peuvent également faire leurs achats dans une épicerie ouverte tout à côté.

L'histoire, c'est vrai, à la manière dont on l'écrit et la ré-écrit en Chine. C'est-à-dire que toutes les photographies de Mme Chiang Ching ont disparu de Yanan — où elle rejoignit pourtant Mao Tse-tung et y devint sa compagne en titre à la fin des années 30. La moins douteuse des jeunes guides que l'on rencontre en ces hauts lieux éprouve le besoin d'évoquer, à la manière du jour, ce souvenir : Chiang Ching, dit-elle, soutenait déjà à l'époque, avec Chang Chun-chiao, la ligne opportuniste de droite de Wang Ming. Personne, dans cette atmosphère recueillie, n'ose demander pourquoi, dans ces conditions, le président s'intéressa de si près à la jeune actrice venue de Changhaï. Dans ce pèlerinage, les propos de la jeune guide comme la question qu'elle fait naître sonnent comme de fausses notes, isolées dans un sanctuaire où le génie de l'homme, qui fit la révolution chinoise, apparaît épuré de toute faiblesse, de toute erreur.

Ce qui n'empêche pas l'histoire, la vraie, de revivre sous vos yeux comme une aventure. Quand vous avez tout vu, bien compris ce que deux années avaient fait de Yanan pour la révolution chinoise, les difficultés qu'il avait fallu surmonter pour s'y maintenir, ce qui avait commencé à s'y construire, vous arrivez dans une petite maison, toujours en pisé, dont la salle unique contient une douzaine de fauteuils bleus alignés contre les murs blancs.

C'est là que Mao Tse-tung, un jour de l'été 1947, annonça à ses chefs militaires qu'il fallait abandonner Yanan, que si l'armée rouge voulait conserver sa force, elle devait s'éloigner de cette base, que la conquête de la Chine tout entière en dépendait. La jeune fille qui raconte cet épisode n'est pas spécialement éloquent, mais elle n'a aucun mal à faire comprendre le désastre qui, à cette nouvelle, s'empara des esprits. Il fallut longtemps, paraît-il, pour que Mao Tse-tung parvint à convaincre ses interlocuteurs, et, sans doute, les circonstances étaient-elles trop délicates pour qu'il pût se contenter d'une adhésion trop formelle à ses plans. Déjà, cependant, l'ascendant qu'il exerce est assez fort puisque, à bout d'arguments, c'est finalement à la fin de sa parole qu'il fait appel en promettant que si l'armée rouge abandonne ce jour-là Yanan, elle y reviendra — au plus tôt dans un an, dans deux ans au plus tard.

A l'heure où l'Amérique accordait à Tchang Kai-shek un appui pratiquement sans réserve, le parti était risqué et, avec lui, se jouait, en définitive, le sort de la révolution en Chine. Mais c'est bien entre ces quatre murs que se décida l'avenir puisque, au printemps suivant, l'armée rouge retrouvait Yanan et un an plus tard encore, entra dans Pékin.

ALAIN JACOB.

Danemark

Une armée de terre imprévoyante

LES services de l'insendance de l'armée de terre et la commission chargée au Danemark de résoudre les problèmes soulevés à l'occasion des uniformes, viennent de se voir confier une tâche imprévue : le régime d'infanterie de Fionie les a priés de faire dessiner et confectionner d'urgence une tenue de gymnase. Deux des six caporaux du bataillon ont été chargés de mener dans ses rangs (comme le permet une loi de fin de guerre) ce travail, en effet, actuellement dans une « situation intéressante avancée ».

Un matin, ces dames se sont présentées à l'appel en portant des uniformes de dent à trois milles au-dessus de celle qu'elles avaient l'habitude d'endosser. Le capitaine de l'unité, choqué par cette indigence, leur ordonna d'aller immédiatement se vêtir de façon « plus stricte ». C'est alors que, rougissantes, elles furent obligées d'expliquer à l'officier absent la raison de leur laxisme. Ce dernier devra les vêtir ainsi habillées jusqu'à ce que soit pris le nouvel uniforme réglementaire, en enviant ses collègues de l'armée de l'air. Camille Olsen, plus prévoyant, n'avait-il pas, dès le départ, pris la précaution de créer pour leurs recrues de sexe féminin des ensembles spéciaux pour ces cas précis.

CAMILLE OLSEN.

CEYLAN

Visite à un psychiatre bouddhiste

Il a une cinquantaine d'années, le crâne rasé, l'œil noir, il porte la robe safran des bonzes. Dehors, dans le temple, au pied d'une statue de Bouddha, les fidèles, les patients, les malades, prient et attendent de recevoir les soins du maître. Car ce moine bouddhiste est aussi un psychiatre. Il a quatre bonzes, sur l'île de Ceylan, à pratiquer une psychiatrie traditionnelle qui traite les herbes comme la parole et la prière.

Celui-ci, le révérend Buddhakitha, exerce à quelque 10 kilomètres de Colombo. Sur la côte orientale de l'île, en ce moment, la mousson déverse ses trombes d'eau tiède. Tout est trempé, détrempé, tout baigne dans une chaleur moite. Nous aussi. Pourtant, ce moine il faut le rencontrer, lui parler. Chaque mouvement demande ici une prodigieuse dépense d'énergie. Chaque pas force à enjamber une liane qui semble avoir poussé là dans la nuit. Le temple de Neelamahar est enfoui sous une végétation parasite à l'éclatante, mais qui éclaire de jessesse. Il faut, pour s'y rendre, traverser des rizières dont on se demande comment elles se hasardent si près d'une ville aussi grouillante. Le révérend Buddhakitha nous reçoit dans son bureau badigeonné de vert clair, qui ressemble terriblement — exception faite de la chaise, du bonnet de jaspé et du portrait de

Bouddha — à une cellule classique d'un hôpital psychiatrique des plus ordinaires.

C'est la seule ressemblance. Car le discours de ce moine est d'un modernisme qui ferait pâle le bon nombre de nos techniciens du cerveau. « Vous savez, dit-il très simplement, nous avons une longue tradition dans ce domaine : il faut d'abord écouter, se faire raconter toute l'histoire du malade, en prenant le temps. Par quelqu'un de sa famille, d'abord, puis par le patient lui-même. Ensuite, quand on a tout observé, on lui parle. Et nous avons ici vingt et une herbes qui sont efficaces, chacune en fonction des cas qu'on nous soumet. » La pharmacopée moderne, en effet, n'ignore, aujourd'hui, les herbes que par souci d'économie ou, ce qui est plus grave, par mépris. Pourtant, il existe — Dieu sait — des psychotropes naturels !

C'est de ceux-là qu'aime le révérend. Aucune interférence avec la pharmacopée occidentale. « Les patients restent ici aussi longtemps qu'il le faut, toujours avec un membre de leur famille. » Doivent-ils payer ? Non, ils font des dons au temple en fonction de leurs possibilités. « Mais beaucoup sont très pauvres, nous l'avons vu. »

Nous avons vu. Et visité Pet-til, le faubourg populaire de Colombo, où la misère et la fièvre ont sans doute atteint leur

paroxysme. Le révérend Buddhakitha ignore rien des implications politiques de son travail. Et les bonzes, dans toute l'île, ont intensément participé à la récente campagne électorale. « Ce que nous avons l'intention d'obtenir du nouveau gouvernement, dit-il, c'est une unité de soins psychiatriques de ce type pour dix villages. C'est un besoin urgent. » Car il existe près de Colombo un hôpital psychiatrique du plus pur type carcéral — on n'est pas « moderne ». Un seul pour tout le pays, où s'entassent plusieurs milliers de malades, coupés de leurs racines familiales et sociales.

C'est le contraire de ce que nous faisons, dit encore le révérend. « Nous pensons que le malade, même s'il est agité et violent, ne peut être soigné qu'à la participation de son milieu. »

C'est le fin de l'enquête. Le révérend a des patients à recevoir, des familles qui sont là, dehors. Avant d'entrer, ceux qui possèdent enlèvent leurs chapeaux, signe de respect dans le bouddhisme. Nous remettons les nôtres, nous les nantis. Dehors, le soleil a percé la vapeur d'eau. Il éclaire d'une lumière crue cette foule confiante et pleuse où la maladie mentale existe sans honte. Nous plongeons, dans le taxi, dans une méditation bouddhiste.

CLAIRE BRISSET.

L'Amérique met Nixon en feuilleton

Liberté au-delà des Pyrénées...

Les deux pouvoirs

THOMAS FERENCZI.

le légalisme

pration des moyens d'expression par les intérêts financiers : sur quinze cents radios libres, 90 % sont commerciales, tandis que la totalité des quatre cents « télévisions libres » ne vivent que des subventions des partis ou de la publicité. A court terme, l'évolution de la situation italienne menace de consacrer l'effondrement total de la R.A.I. devant de puissants cartels financiers disposés à supporter pour un temps la présence de quelques stations marginales, qu'ils pourront éliminer

Pour Francesco Berardi (« Biffo »), de la célèbre station bolognaise, l'exemple italien « œuvre la seule, entre la possibilité d'appropriation des moyens d'expression par les masses », et la question des radios libres « ne doit pas se poser en termes d'institution, mais d'organisation spontanée ». Depuis l'abrogation du monopole de la R.A.I., la prolifération des stations commerciales semble surtout montrer que cette organisation spontanée a ouvert la voie vers la possibilité d'appro-

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

● **PORTAIT : GÉRARD DE-PARDIEU.** — Dimanche 11 septembre, TF 1, 22 h. 20.
Guy Braccout propose un portrait de Gérard Depardieu, juste après le film de Claude Goretzky *Pas si méchant que ça*, où on l'a vu en voleur sentimental. Des extraits de *Nathalie Granger*, de Marguerite Duras; des *Valseuses*, de Bertrand Blier; de 1900, de Bernardo Bertolucci, posent les jalons de cette carrière très dense qui a fait de Gérard Depardieu, en trois ans, un acteur recherché. Il est ici interviewé par des gens qui ont travaillé avec lui, au théâtre ou au cinéma, et par sa femme; on va savoir pourquoi il court tellement, d'un rôle à un autre et jamais le même. Surtout, ce portrait a été réalisé pendant le tournage de *René la Canne*, et révèle un personnage que l'on n'aurait pas forcément deviné.

● **FEUILLETON : RECHERCHE DANS L'INTÉRÊT DES FAMILLES.** — A partir du lundi 12 septembre, TF 1, 19 heures.

On part donc pour trente épisodes du nouveau feuilleton (policiers) de TF 1. Ce seront cinq histoires, à raison de cinq quarts d'heure chacune, en compagnie des inspecteurs Mathieu (Michel Roux) et Teller (Dominique Patruel). Ils appartiennent tous deux au RIF (service de recherches dans l'intérêt des familles). L'auteur de la série est le commissaire Jacques Arnal, qui a eu la responsabilité de ce service et qui a puisé dans ses souvenirs pour le scénario du feuilleton. La première affaire, c'est la disparition d'un entomologiste qui est parti en laissant un loyer à payer et des dettes, au grand dam de sa mère qui a absolument besoin de le joindre.

● **PORTAIT : ELLA MAILLART.** — Vendredi 16 septembre, FR 3, 21 h. 30.

Elle Maillart est née en Suisse en 1903, et dans sa vie elle a eu deux passions : les voyages et le sport. C'est-à-dire, évidemment, la liberté. À une époque où ça n'était pas pour les femmes. Ce qu'elle a fait à partir de 1930 ressemble à ce que les jeunes pratiquent chaque été ou un an dans leur vie : elle a « fait la route », du Turkestan jusqu'à la Chine, au Tibet, en Afghanistan, en Inde, tantôt journaliste, tantôt écrivain. Elle n'aime pas écrire, mais il le faut bien, pour pouvoir toujours repartir.

Après avoir fui l'Europe, l'entre-deux-guerres, la guerre et après, Ella Maillart vit aujourd'hui en Suisse, à

2000 mètres d'altitude, et six mois par an le reste du temps elle fait des conférences et voyage.

● **SÉRIE : LA BRIGADE DES MINEURS.** — Samedi 17 septembre, A 2, 20 h. 30.
La violence, la drogue, le viol... Des problèmes d'adultes, des problèmes de jeunes aussi. La nouvelle série policière « La Brigade des mineurs » se propose de « dresser un panorama sociologique de la jeunesse contemporaine en France » à travers les « aventures », si l'on peut dire, du commissaire Dupuy, de retour. Une idée intéressante car le sujet n'est pas si souvent traité. Proposé par Marcel Juhan et dirigé par Claude Loursals, cette nouvelle série sera confiée chaque fois à un réalisateur différent.

« Incidents mineurs », la première émission, réalisée par Claude Loursals lui-même, traite de l'enlèvement des jeunes dans notre société. Livrés à eux-mêmes, sans travail (on n'en trouve pas dans cette petite ville de Normandie), Bob, Van Gogh, Brigitte, Djin, Joëlle, Géronimo, s'amusent à terroriser les commerçants, les familles. On n'est pas loin d'« Orange mécanique ». Le cycle de la violence et des représailles commence, la haine s'installe dans les deux camps. Claude Loursals a bien décrit le processus (irréversible) de la délinquance, de la montée d'un certain fascisme, aussi. Mais la « leçon » semble à sens unique.

● **DRAMATIQUE : CARLO GOLDONI.** — Dimanche 18 septembre, A 2, 22 h. 35.

En France, Goldoni a longtemps été vu comme un auteur de « pièces à canevas », imbroglis compliqués que les acteurs, sous leurs masques de commedia dell'arte, devaient nourrir de leur propre fantaisie. Et puis, il y a eu Villars et les *Ruines*, Strehler et *Arlequin*, serviteur de deux maîtres, spectacle exemplaire que depuis vingt ans il parcourt le monde et que cette année encore il ouvre la deuxième saison du Piccolo Teatro à l'Odéon.

Les metteurs en scène ont alors découvert un autre Goldoni, peintre mélancolique d'une Venise voilée de lumière laiteuse, complice chaste d'un petit peuple pauvre, témoin sarcastique d'une société marchande, d'une aristocratie sur son déclin. On l'a appelé le Marivaux italien, et ce serait vrai s'il se souciait de logique dans le déroulement dramatique de ses intrigues. Chaque année, on monte ses grandes pièces, on en découvre, on en traduit, il est devenu un auteur qui dénonce, avec ironie, il est devenu notre contemporain.

● **PAS SI MÉCHANT QUE ÇA.** de Claude Goretzky. — Dimanche 11 septembre, TF 1, 20 h. 30.

La double vie d'un artisan suisse qui veut éviter la faillite de l'entreprise paternelle; l'histoire, les moments secrets, de personnages aliénés par la société moderne et qui démontrent les difficultés de leur existence par le jeu. Absurdité et innocence et les délicates notations intimistes de Goretzky qui manifeste, une fois de plus, sa sympathie et sa compréhension pour les êtres en rupture d'équilibre. Il a merveilleusement dirigé Gérard Depardieu, Marlène Jobert et Dominique Labourier.

● **CHAINES CONJUGALES.** de Joseph L. Monkiewicz. — Dimanche 11 septembre, FR 3, 22 h. 30.

En pleine période misogyne du cinéma hollywoodien, Monkiewicz brosse les portraits détaillés et sans complaisance de trois femmes américaines se sentant, chacune, menacées par une rivalité invisible (une des troupilles du scénario construit sur les retours en arrière) et s'apercevant qu'elles avaient manqué leur fonction d'épouses. Brillantes variations sur le thème du mariage bourgeois en perdition dans l'Amérique de la fin des années 40. Très bien réalisé et sociologiquement passionnant.

● **LE GRAND DUEL.** de Giancarlo Sarti. — Lundi 12 septembre, TF 1, 20 h. 30.

D'une coproduction italo-franco-germano-mono-gauche qui repose sur toutes les recettes connues du genre dit « spaghetti ». Une histoire de vengeance dans laquelle Les Van Clief poussent son personnage jusqu'au paroxysme. On peut changer de chaîne.

● **L'AMOUR EN QUATRIÈME VITESSE.** de Georges Sidney. — Lundi 12 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Encore un hommage à Elvis Presley. A moins d'être un fanatique du chanteur

disparu, on ne peut qu'être confondu — dans ce film comme dans ceux qui furent présentés précédemment — de l'insignifiance d'un scénario se contentant d'illustrer le mythe du bon garçon se faisant sa place au soleil et trouvant la femme de sa vie. Presley n'a jamais été un « rebelle sans cause », mais la version moderne (twist et rock) de l'exemplaire « André Hardy » a jadis joué par Mickey Rooney.

● **LA SOURIS QUI RUGIS-SAIT.** de Jack Arnold. — Mardi 13 septembre, A 2, 21 h. 30.

Comment un petit daché ot l'on est encore armé comme au Moyen Âge peut vaincre les États-Unis en s'emparant de la bombe atomique. Ce n'est pas de la politique-fiction mais une comédie britannique loufoque qui va jusqu'au bout d'un certain non-sens. Peter Sellers, qui aimait déjà les exhibitions saugrenues, y tient trois rôles.

● **NOTRE-DAME DE PARIS.** de Jean Delannoy. — Mardi 13 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Il y a bien Esmeralda, Claude Frolo, Quasimodo, Frollo, le Châteaufort, Gringoire et Louis XI. Il y a bien le parvis de la cathédrale, et la cathédrale et le monde des truands. Le grand absent, c'est Victor Hugo, auteur de ce roman frénétique que Delannoy a sagement illustré dans une adaptation qui rabote les excès flamboyants de l'original. Difficile de se contenter, même si Anthony Quinn en Quasimodo, impressionne. Gina Lollobrigida, elle, était tellement mieux dans *Paris, amour et fantaisie*.

● **LE SEIGNEUR DE LA GUERRE.** de Franklin Schaffner. — Mercredi 14 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Un amour dans la France féodale de l'an mil. Franklin Schaffner a reconstitué avec talent et vraisemblance une époque qui émerge à peine de la barbarie. Les

scènes à grand spectacle n'étouffent jamais l'humanité du couple formé par Charlton Heston et Rosemary Forsyth. La beauté des images suffit à retenir l'attention, mais il se trouve qu'en même temps l'histoire est très attachante.

● **COMME UN POT DE FRAISES.** de Jean Aurel. — Jeudi 15 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Gérard Sire (scénariste-dialoguiste) et Jean Aurel (réalisateur) semblent avoir fait le pari d'écrire et de tourner le vaudeville le plus bête et le plus vulgaire du cinéma français, à partir du personnage d'une fille qui a des fesses superbes et un vilain nez. Pari gagné, au détriment d'une troupe de bons acteurs qui, on veut l'espérer, ne se sont pas rendus compte de ce qu'on leur faisait faire.

● **LE PÈRE NOËL A LES YEUX BLEUS.** de Jean Eustache. — Vendredi 16 septembre, A 2, 22 h. 30.

La difficulté d'être adolescent à Narbonne, dans les années 60. Un moyen métrage tourné en huit jours avec trois fois rien et qui, fruit de la pauvreté et de l'indépendance, éclate comme un soleil dans le cinéma français d'après la « nouvelle vague ». Vérité, nature, poésie, une manière de filmer qui allait faire d'Eustache le Jean Vigo de sa génération. Après avoir été célèbre (*la Maman et la Putain*, *Mes petites amoureuses*), Eustache ne tourne plus. Est-il un cinéaste maudit ?

● **UNE MAÎTRESSE DANS LES BRAS, UNE FEMME SUR LE DOS.** de Melvin Frank. — Dimanche 18 septembre, TF 1, 20 h. 30.

On de la difficulté d'être un mari adultère même quand, habitant Londres, on emmène sa maîtresse en Espagne pour roucouler à l'aise. Melvin Frank a un certain savoir-faire dans l'imitation de la grande comédie américaine des années 30-40, mais il ne tient pas le parcours. Glenda Jackson est métamorphosée

dans un rôle fantaisiste. Le film est agréable, sans plus, malgré ses balises de tension.

● **EVE.** de Joseph L. Monkiewicz. — Dimanche 18 septembre, FR 3, 22 h. 30.

Les couilles du monde du théâtre à Broadway et le portrait féroce d'une jeune fille au visage rayonnant d'innocence mais prête à tout pour « arriver ». Garce froide, Anne Baxter dupe et traître Bette Davis jusqu'à prendre sa place; celle-ci en comédienne célèbre, n'est guère plus naïve. Comme *Chaises musicales*, ce tableau de mœurs s'inscrit dans le courant misogyne du cinéma américain. Le récit est admirablement conduit, et ce film de Monkiewicz mérite bien les Oscars du meilleur scénario et de la meilleure mise en scène qui lui furent attribués.

● **LES MARAUDEURS AT-TAQUENT.** de Samuel Fuller. — Lundi 19 septembre, TF 1, 20 h. 30.

La guerre sans idéalisation (Birmanie 1944), les souffrances, l'épuisement de soldats américains traqués, harcelés, minés par la fatigue et la malaria. Et, en même temps, l'exaltation de la force et de la mort d'un « corps d'élite ». Ambiguïté ? Pas tellement. Fuller n'a jamais passé pour un cinéaste de gauche. Et dans ce film très violent, d'une invention constante dans la mise en scène, il ne s'en prend ni à l'armée ni à la violence. Il montre simplement de quelles épreuves physiques se paie l'héroïsme d'hommes qui vivent pour tuer.

● **DUEL DANS LA SOUE.** de Richard Fleischer. — Lundi 19 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Un western démythifiant la tradition hollywoodienne du genre, ce n'était pas courant à la fin des années 60. Fleischer a peint un Ouest sauvage avec des personnages durs et cyniques, des milices civiles et une justice expéditive. Mais il n'a pas toujours su dominer un scénario trop riche en thèmes et en situations. On appréciera la vigueur des scènes d'action.

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1864
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I. Assurent la possibilité de libres ébats : Méprisés par le progressiste. II. Diminué d'un prénom. — III. Sur une carte du Maroc : Conjonction. — IV. Très chaudes ou vraiment fraîches. — V. Se retournent à tout bout de champ. — VI. Abréviation militaire. — VII. Certaines dispositions. — VIII. Terme musical. — IX. Fin de participation. — X. Symbole. — XI. Ebranlé. — XII. Compromis de nombreux exercices qui peuvent se faire à genoux.

VERTICALEMENT
1. Jette un froid quand elle est chaude. Bande rose ou noire. — 2. Figure mythologique. Ne laisse rien échapper quand elle est fine. — 3. Participe. Ont les mêmes rois depuis fort longtemps. — 4. Canard. Eau douce. — 5. Désigne un chef spirituel. Sans addition chimique. — 6. Sans réserve. — 7. Inutile, lors d'un tête-à-tête. Lieu touristique de France. — 8. Un peu de tout. — 9. Est parfois dans le lac. Trouve dans la crainte, un heureux complément.

Solution du problème n° 1863
Horizontalement
I. Arria. — II. Malicieuse. — III. Su. — IV. Nue. — V. Sassa. — VI. Elée. — VII. Vraies. — VIII. Lèvres. — IX. Ce. — X. Iso. — XI. Louera. — XII. NB. — XIII. Osses. — Tré.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75007 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4267-21
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
198 F 193 F 251 F 370 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
198 F 370 F 478 F 730 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
133 F 259 F 365 F 488 F
II. — TUNISIE
173 F 325 F 478 F 630 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande
Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous chèques)
doivent joindre à chaque
demande une semaine au moins
avant leur départ.
Joindre la dernière bande
d'envoi à tout courrier.
Veuillez avoir l'obligeance de
rediger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10-9-77 À 0 h G.M.T.
Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 septembre à 0 heure et le dimanche 11 septembre à 24 heures :
Les hautes pressions qui s'étendent des Açores à l'Allemagne se déclinent lentement vers le sud-est. Elles maintiennent la plus grande partie de la France à l'abri des perturbations océaniques. Dimanche 11 septembre, de la Bretagne à la frontière belge, des nuages passagers dérangeront progressivement plus nombreux, et les vents de secteur sud-ouest, se renforceront à l'approche d'une zone pluvieuse qui abordera nos côtes l'après-midi ou le soir. Malgré cette légère aggravation, il fera beau sur la plus grande partie de la France. Le matin sera encore assez frais, et localement brumeux, mais les bancs de brouillard, surtout Ouest, du Centre et de l'Est, disparaîtront rapidement au cours de la matinée. Un temps ensoleillé précédera ensuite les températures seront en hausse assez sensible.
Samedi 10 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 027,7 millibars, soit 770,8 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Albi, 26 et 14 degrés; Biarritz, 22 et 11; Bordeaux, 22 et 9; Brest, 17 et 7; Caen, 16 et 5; Cherbourg, 14 et 7; Clermont-Ferrand, 19 et 4; Dijon, 17 et 8; Grenoble, 18 et 5; Lille, 17 et 6;

Lyon, 20 et 8; Marseille, 24 et 13; Nancy, 16 et 5; Nantes, 19 et 7; Nice, 25 et 17; Paris-Le Bourget, 19 et 5; Pau, 22 et 9; Perpignan, 28 et 15; Rennes, 18 et 5; Strasbourg, 17 et 7; Tours, 19 et 6; Toulouse, 24 et 7; Poitiers-Pi, 21 et 22. Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés; Amsterdam, 18 et 10; Athènes, 31 et 20; Berlin, 16 et 5; Bonn, 16 et 6; Bruxelles, 16 et 5; Casablanca, 27 et 21; Copenhague, 16 et 7; Genève, 17 et 7; Lisbonne, 24 et 19; Londres, 17 et 10; Madrid, 32 et 13; Moscou, 19 et 13; New-York, 24 et 19; Palma-de-Majorque, 28 et 15; Rome, 26 et 17; Stockholm, 15 et 3.

PRESSE

● Au Daily Express, les négociations engagées vendredi 9 septembre pour trouver une solution au conflit qui affecte depuis une semaine les titres du groupe de presse britannique Beaverbrook se sont terminées par un constat d'échec. Les pourparlers devaient cependant reprendre samedi matin.

● Le journal de Stockholm *Dagens Nyheter*, le plus important quotidien suédois du matin, vient de décider de réduire de cinq centimes les tarifs de ses abonnements. Cette mesure sera appliquée à partir du 15 septembre. Les tarifs actuels sont de 100 couronnes par an, soit 100 couronnes par an, soit 100 couronnes par an.

● Cette décision est la conséquence d'une modernisation progressive de la production et d'une réorganisation des différents services, ainsi qu'une diminution des ventes du quotidien de vingt mille exemplaires en deux ans et mille deux cents personnes. Ces compressions se feront surtout en tirant en retraite.

● Le magazine américain *Esquire* vient d'être racheté par le groupe britannique Associated Newspapers, qui publie, notamment, le quotidien conservateur *Daily Mail*. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. *Esquire*, qui tire à un million d'exemplaires, fut fondé en 1933 comme journal de mode masculin, développant parallèlement des thèmes littéraires.

● Pour la première fois, les femmes pourront exercer le métier de juge. Telle est une des principales conséquences d'une série de cinquante et un changements introduits dans le code civil portugais et publiés au *Journal officiel* du 3 septembre. — (A.F.P.)

SOCIÉTÉ

IL N'EST PAS QUESTION DE BANALISER LES DROGUES « DOUCES »
déclare Mme Simone Veil

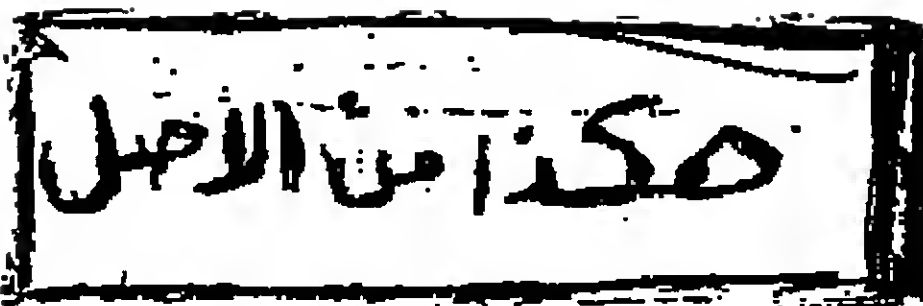
Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, qui était, vendredi 9 septembre, à Metz, où elle a visité un institut pour jeunes sourds, le centre hospitalier de la ville et un centre de réinsertion pour toxicomanes, a déclaré notamment : « Notre loi en matière de toxicomanie est des plus souples et permet de prendre toutes les dispositions en fonction de l'état du drogus et surtout de sa position dans le monde de la drogue. Il n'est pas question de banaliser les drogues dites douces. »

QUALITÉ DE LA VIE... NOCTURNE

La qualité de la vie nocturne primerait-elle, outre-Manche, le souci du plein emploi ? Le choix récent de quatre mille ouvriers de British Leyland, premier constructeur automobile britannique, le laisse penser.

La direction souhaitait créer des postes de nuit dans son usine de Solihull, où sont montées les Rover-3 500, afin d'accroître la production de mille deux cents à deux mille voitures par semaine. Réunis en assemblée générale, les salariés de l'usine ont repoussé la proposition. Motif invoqué : le travail de nuit porterait atteinte à leur vie familiale et sexuelle et serait préjudiciable à leur santé.

● Pour la première fois, les femmes pourront exercer le métier de juge. Telle est une des principales conséquences d'une série de cinquante et un changements introduits dans le code civil portugais et publiés au *Journal officiel* du 3 septembre. — (A.F.P.)



RADIO-TELEVISION

Jeudi 15 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. 30. Emissions régionales; 13 h. 50. Objectif santé; 18 h. 45. La bonne heure; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. L'île aux enfants; 19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles; 19 h. 45. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Eh bien, raconte; 20 h. 30. Série : Cinq à six; 21 h. 30. Magazine : L'événement, prés. J. Besançon; 22 h. 50. Allons au cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional; 13 h. 50. Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion); 14 h. 5. Aujourd'hui madame; à 15 h. Téléfilm; Yuma; 18 h. 15. Aujourd'hui magazine; 18 h. Fenêtre sur Ferke 1 ou sucre et développement en Côte d'Ivoire, réal. J.-C. Githon; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Annie Girardot); 20 h. 35. Variétés : Un taxi en or, de G. Lux; 21 h. 50. Magazine d'information : Un homme un jour, par J.-M. Cavada, G. Bortoli, J.-C. Paris, M. Thoulouze, réal. A. Tarta (7 mai 1984); Dien-Bien-Phu et le général Bigeard; Une femme nouvelle pour une date décisive : la guerre d'Indochine (lire notre article page 9).

22 h. 20. Sports : Spécial but-coupe d'Europe football.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emissions régionales; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : La sculpture bretonne Toul Hoat (FR 3-Rennes); 20 h. Les jeux; 20 h. 30. FILM (cinéma français 1968-1976) : COMME UN POT DE FRAISES, de J. Aurel (1974). Avec M. Egan, J. C. Githon, M. Grant, J.-C. Brialy, E. Menez, J. Lefebvre.

Les mémoires d'une fille, manuscrit de la bibliothèque, qui a été déformée, mais ses notes ont été corrigées par la chirurgie esthétique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie interrompue : Christopher Middleton (reprise à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion); 8 h. 30. 1912 (rediffusion); 8 h. 30. Saïgon d'hiver, succès des autres; 9 h. 7. Les matinales de la littérature; 10 h. 45. Questions au Congrès; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : Alfred Cortis, par B. Gavoty; 12 h. 15. Ainsi va le monde : Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 30. Remembrance des organes de France : Saint-Denis; 14 h. 5. La vie des voix : L'Anti-Jeu, de J. Bontemps; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture; 17 h. 30. Centenaire de la photographie : Jacques Thibaud et Pablo Casals, par S. de Noyes; 18 h. 30. Nouvelles de la photographie : L'Autre Film (rediffusion); 19 h. 30. Les grandes avenues de la science moderne; 20 h. Dramatique : Le Mandat, de S. Ousmane.

« Histoire d'enfant », conte basco, texte d'A. Trotat (rediffusion); 21 h. 45. Humour amer; 22 h. 30. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion); 23 h. 5. Dramatique : Tout cela est fragment.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 9 h. 2. Carrefour; 10 h. La règle du jeu (reprise vers 10 h. 50); vers 10 h. 50. Cours d'interprétation, d'Anna Bjilina, violoncelle baroque; 12 h. 15. La chanson; 12 h. 40. Jazz classique; 13 h. 15. Stéréo postale (324-18-18); 14 h. Mélodies sans paroles : nouvelles auditions de G. Auris, A. Rolzambat, A. Jolivet; à 15 h. Des notes sur la guitare; à 15 h. 30. Haydn, Kozeluh, Prokofiev, Rachmaninov; vers 17 h. 15. Nouveaux talents, premiers éditeurs : De la vieille au violon de Paganini; 18 h. 2. Magazine Boule; 19 h. 45. Les délices des doigts, par B. Gavoty; Les grands classiques modernes (A. Cortot, M. Hens, W. Gieseking, H. Bauer); 20 h. 30. Présentation du concert; 21 h. 5. En direct de Munich : Concerto pour piano F. 423 (Mozart); « Symphonie n° 9 » (Brahms), par W. Kempt et l'Orchestre philharmonique de Munich, direction Fritz Rieger; 22 h. 5. Feuilleton : Les Fous de paroles.

Vendredi 16 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Magazine : Midi première; 13 h. 35. Emissions régionales; 13 h. 50. Tennis : Coupe Davis Italie-France; 18 h. 45. La bonne heure; 18 h. 55. Pour les jeunes; 19 h. 40. L'île aux enfants; 19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles; 19 h. 45. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Eh bien, raconte; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : FOOTBALL, de P. Quantin et G. Bellak, avec Ph. Kerbrat, H. Poirier, P. Bouchéty.

Adaptation scénique d'un incident survenu dans une université new-yorkaise en pleine époque du machisme et qui eut lieu l'année dernière.

22 h. 10. Magazine sportif : Télé-foot 1, prés. P. Gangioni.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional; 13 h. 50. Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion); 14 h. 5. Aujourd'hui madame; à 15 h. Série : Kojak (rediffusion); 15 h. 55. Aujourd'hui magazine.

gazine; 19 h. Fenêtre sur : Les poètes et leurs images (Francis Ponge et l'atelier contemporain), par J.-P. Roux; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Jacqueline Maillan); 20 h. 30. Feuilleton : Les chasses aux hommes; 21 h. 35. Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Faut-il apprendre à écrire ?)

Avec MM. Edouard Bled (des écoles), André Chérel (St il faut apprendre à écrire à tous les petits Français), Daniel Morgan (le Journal de l'école), Jean et Mme Jeanine Guillon (Apprendre l'orthographe).

22 h. 52. FILM (cinéma-club) : LE PERE NOEL A LES YEUX BLEUS, de J. Eustache (1968). Avec J.-P. Léaud, G. Zimmermann, H. Martinez, M. Maynard (N.).

A Narbonne, les fidèles et les petites combines d'une bande d'adolescents. L'un d'eux, pour s'échapper un duelliste, accepte de travailler, vêtu en père Noël, avec un photographe des rues.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emission régionale; 19 h. 40. Scènes de la vie de province.

vince : Maya ou Ma liberté est un royaume (FR 3-Toulouse); 20 h. Les jeux;

20 h. 30. Magazine « Vendredi » : Avec ou sans alliance, réal. J.-M. Perthuis. Quatre couples de jeunes mariés, au jour le jour, pour amorcer de courtes dépenses d'interprétation du mariage.

21 h. 30. Portrait : Ella Mailland, de Ch. Jacob, réal. J. Brad (FR 3-Paris); 22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie interrompue : Christopher Middleton (reprise à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion); 8 h. 30. 1912 (rediffusion); 8 h. 30. Saïgon d'hiver, succès des autres; 9 h. 7. Les matinales des arts et de l'actualité; 10 h. 45. Les textes et la marge; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : Alfred Cortis, par B. Gavoty; 12 h. 15. Ainsi va le monde : Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 30. Musique extra-européenne; 14 h. 5. Un livre, des voix : « John L'Enfer », de D. Decol; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture; 18 h. 30. Nouvelles de la photographie : « La Patience »; 19 h. 30. Biologie et médecine;

20 h. Evocation : Léon-Paul Fargue et nous, de Cl. Roland-Manuel; 21 h. 30. Concert : « Marie au Calvaire », de R. Calmel, par l'Orchestre J. Barthe, les chœurs du Panthéon et de Luxembourg; F. Boyer, H. Calmel, M. Piquemal, D. Delorme, dir. R. Calmel; 22 h. 5. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion); 23 h. 5. Dramatique : Tout cela est fragment.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique; 9 h. 2. Les grandes voix; 9 h. 30. Carrefour; 10 h. La règle du jeu (reprise vers 11 h.); vers 10 h. 50. Cours d'interprétation, d'Anna Bjilina, violoncelle baroque; 12 h. 15. La chanson; 12 h. 40. Jazz classique; 13 h. 15. Stéréo postale (324-18-18); 14 h. Mélodies sans paroles : Mozart, Bruch, S. Lancelotti; 15 h. 30. Les chemins de la connaissance : G. Masson, P. Bayle; à 15 h. 30. Les chemins de la connaissance : Bartok, Kodaly; 17 h. 30. Equivalences; 18 h. 2. Magazine Boule; 19 h. 45. Les délices des doigts, par B. Gavoty; Les grands classiques modernes (A. Cortot, M. Hens, W. Gieseking, H. Bauer); 20 h. 30. Présentation du concert; 21 h. 5. En direct de Munich : Concerto pour piano F. 423 (Mozart); « Symphonie n° 9 » (Brahms), par W. Kempt et l'Orchestre philharmonique de Munich, direction Fritz Rieger; 22 h. 5. Feuilleton : Les Fous de paroles.

Samedi 17 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Emissions régionales; 12 h. 30. Magazine : Midi première; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon; 13 h. 50. La France défigurée; 14 h. 10. Restez donc avec nous le samedi (reprise à 16 h. 15); 16 h. En direct du Mans : départ du Bol d'or motocycliste; 18 h. 5. Animaux : trente millions d'amis; 18 h. 40. Magazine auto-moto; 19 h. 13. Six minutes pour vous défendre; 19 h. 43. Eh bien, raconte;

20 h. 30. Variétés : Vacances spéciales 1977.

Enregistré sous le chapiteau de Deauville, le premier de deux spectacles de variétés coproduits par TF1 et la B.E.C. Avec Sacha Distel, Mireille Mathieu, Marie Mariani, etc.

21 h. 30. Série : Le riche et le pauvre;

22 h. 13. Tennis : Coupe Davis à Rome.

CHAINE II : A 2

12 h. 15. Journal des sports et des malentendus; 13 h. 30. Hebdo chanson, hebdo musique; 14 h. 10. Les jeux du stade; 17 h. 10. Des animaux et des hommes; 18 h. 5. La course autour du monde; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Jacqueline Maillan); 20 h. 30. Série policière : Incidents mineurs, scén. F. Kassak, réal. Cl. Loursals, avec J. Dauvrand. Retour du commissaire Dupuy dans une enquête comique, violente, avec des coups de feu et des femmes dans une petite ville (lire nos « Boule-Voir »).

22 h. 10. Polémiques : Le dessin du panier, de Ph. Bouvard.

Avec M. Michel Joubert (président du Mouvement des démocrates), Mmes Joanne Host (chémiste chimiste), Mireille Mathieu, M. Thierry Le Luron, Pierre Douglas et Eddie Constantine.

23 h. 10. Jazz : Tenors tonight (Zoot Sims et Eddie Lock Jaw Davis).

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emission régionale; 19 h. 40. Samedi entra nous; 20 h. Spécial DOM-TOM;

20 h. 30. Téléfilm : Le lever de rideau, de J.-P. Maréchal, clipsés V. Parnet avec Des champs, M. Pélissier, Gainsbourg (rediffusion).

Une petite fille de sept ans, sa mère, ancienne actrice, est au centre de leur existence solitaire dans une grande maison, un prince qui est magique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie interrompue : Christopher Middleton (reprise à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Regards sur la science; 8 h. 30. Compromis : Les chemins de la connaissance; 9 h. 7. Les matinales de la littérature; 10 h. 45. Questions au Congrès; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : Alfred Cortis, par B. Gavoty; 12 h. 15. Ainsi va le monde : Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 30. Musique extra-européenne; 14 h. 5. Un livre, des voix : « John L'Enfer », de D. Decol; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture; 18 h. 30. Nouvelles de la photographie : « La Patience »; 19 h. 30. Biologie et médecine;

20 h. Evocation : Léon-Paul Fargue et nous, de Cl. Roland-Manuel; 21 h. 30. Concert : « Marie au Calvaire », de R. Calmel, par l'Orchestre J. Barthe, les chœurs du Panthéon et de Luxembourg; F. Boyer, H. Calmel, M. Piquemal, D. Delorme, dir. R. Calmel; 22 h. 5. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion); 23 h. 5. Dramatique : Tout cela est fragment.

20 h. 30. Portrait : Ella Mailland, de Ch. Jacob, réal. J. Brad (FR 3-Paris); 22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

Dimanche 18 septembre

CHAINE I : TF 1

9 h. En direct du Mans : Le « Bol d'or » motocycliste (arrivé retransmise vers 16 h.); 9 h. 15. Emissions régionales; 10 h. 10. La séquence du spectateur; 12 h. 30. Magazine : Bon appétit; 13 h. 20. C'est pas sérieux; 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche; 15 h. 30. Série : L'île perdue; 16 h. 15. Vive le cirque; 18 h. 5. Animaux : trente millions d'amis; 18 h. 40. Magazine auto-moto; 19 h. 13. Six minutes pour vous défendre; 19 h. 43. Eh bien, raconte;

20 h. 30. FILM : UNE MAITRESSE DANS LES BRAS D'UNE FEMME SUB LE LIEU, de M. Frank (1973). Avec G. Segal, G. Jackson, P. Sorvino, H. Neill, C. Linder.

Un Américain marié et habitant Londres entame une liaison coupable avec une jeune femme anglaise. Tous deux vont aux Bahamas pour une semaine qui devrait être idyllique. Mais les choses ne se passent pas comme prévu.

22 h. 15. Questionnaire : La philosophie contre le pouvoir.

CHAINE II : A 2

11 h. 30. La télévision des téléspéctateurs en super-8; 12 h. Bon dimanche avec Jacques

Martin (reprise à 13 h. 25); 12 h. 10. Tousjours souris; 13 h. 25. La longéité; 14 h. 25. Casse-messieurs nous disent; 15 h. 42. Série : Sur la piste des Cheyennes; 16 h. 30. Trois petits tours; 17 h. 25. Les Muppets; 18 h. 15. Contre tout; 19 h. 10. Série 2;

20 h. 30. Variétés : Musique et Musie; 21 h. 30. Feuilleton : Bouquet de ronces; 22 h. 35. Dramatique : Carlo Goldoni ou Mémoires pour le jour où nous n'aurons plus de souvenirs. Avec J. Bertheau, O. Hussenot, réal. F. Contini, adapté de M. Pélissier.

Un portrait en force de théâtre filmé du célèbre auteur dramatique italien dans son séjour en France, vers 1783 (lire nos « Boule-Voir »).

CHAINE III : FR 3

18 h. 10. Téléfilm : Frédéric II de P. Ricard, d'après P. Gaxotte, avec M. Aumont, avec M. Mailfort, J.-L. Broust, G. Wilson, L. Garcia-Ville (rediffusion).

Quatre jours (dix-huit, vingt-cinq, quarante-cinq, soixante-dix ans) du grand Frédéric-Guillaume II, le Grand, despote éclairé et protecteur de Voltaire.

17 h. 50. Espace musical; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM; 19 h. 10. Hexagonal : Carnets de médecine (La dame aux chats, prod. FR 3-Bordeaux); 19 h. 55. Spécial sports; 20 h. 5. Les

animaux chez eux : Les marais des Everglades; 20 h. 10. L'homme question, Jean Paul, directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur »; 21 h. 30. Emission de l'INA : Cinéma-courant.

Coloriages de J. Barthe; Miro-couronnes, de F. Pélissier; Les dix qui viennent à bout de tout, d'E. et E. Lennard; L'invitation au voyage, de R. Cohen.

22 h. 30. FILM (cinéma de minuit) : EVE, de J. L. Mandel (1960). Avec B. Davis, A. Baxter, G. Sanders, C. Holm, C. Merrill, H. Marlowe (v.o. sous-titré, rediffusion).

Une jeune fille pauvre et ambitieuse se glisse dans l'intimité d'une grande comédienne de théâtre et, à force de ruses et de trahisons, réussit à la suppléer.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie interrompue : Christopher Middleton (reprise à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion); 8 h. 30. 1912 (rediffusion); 8 h. 30. Saïgon d'hiver, succès des autres; 9 h. 7. Les matinales de la littérature; 10 h. 45. Questions au Congrès; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : Alfred Cortis, par B. Gavoty; 12 h. 15. Ainsi va le monde : Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 30. Musique extra-européenne; 14 h. 5. Un livre, des voix : « John L'Enfer », de D. Decol; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture; 18 h. 30. Nouvelles de la photographie : « La Patience »; 19 h. 30. Biologie et médecine;

20 h. Evocation : Léon-Paul Fargue et nous, de Cl. Roland-Manuel; 21 h. 30. Concert : « Marie au Calvaire », de R. Calmel, par l'Orchestre J. Barthe, les chœurs du Panthéon et de Luxembourg; F. Boyer, H. Calmel, M. Piquemal, D. Delorme, dir. R. Calmel; 22 h. 5. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion); 23 h. 5. Dramatique : Tout cela est fragment.

20 h. 30. Portrait : Ella Mailland, de Ch. Jacob, réal. J. Brad (FR 3-Paris); 22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

Lundi 19 septembre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout; 12 h. 30. Magazine : Midi première; 13 h. 35. Emissions régionales; 13 h. 50. Restez donc avec nous le samedi (reprise à 16 h. 15); 16 h. En direct du Mans : départ du Bol d'or motocycliste; 18 h. 5. Animaux : trente millions d'amis; 18 h. 40. Magazine auto-moto; 19 h. 13. Six minutes pour vous défendre; 19 h. 43. Eh bien, raconte;

20 h. 30. FILM : LES MARAUDEURS ATTAQUENT, de S. Fuller (1961), avec J. Chandler, T. Hardin, P. Brown, A. Duggan (rediffusion).

En 1944, en Birmanie, les soldats américains d'un corps d'élite s'efforcent dans la jungle pour une périlleuse mission, et se battent dans des conditions difficiles.

22 h. 5. Emission de l'INA : Je fume, tu dantes, de F. Weyerhans.

Deux danseurs (Maurice Béjart, Rita Poon) et la caméra d'un « jeune lion » du cinéma français.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional; 13 h. 50. Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion); 14 h. 5. Aujourd'hui madame; à 15 h. Feuilleton : Les charmes de l'été (rediffusion); 16 h. 55. Aujourd'hui magazine; 17 h. 55. Fenêtre sur : Les arts du métal, réal. K. Prokop; 18 h. 25. Dorothee et ses amis; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Jacqueline Maillan); 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes; 21 h. 55. Documentaire : Portrait de l'univers (Une heure en cellule), de M. Tosello et J. Lallier; 23 h. 10. Zig-Zag.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 45. Emission régionale; 19 h. 40. Scènes de la vie de province.

vince; le cycliste René Vietto (FR 3-Marseille); 20 h. Les jeux;

20 h. 30. FILM (cinéma public) : DUEL DANS LA BOUE, de R. Fleischer (1958), avec D. Murray, R. Egan, L. Remick, P. Owens, S. Whitman (rediffusion).

Quatre jours (dix-huit, vingt-cinq, quarante-cinq, soixante-dix ans) du grand Frédéric-Guillaume II, le Grand, despote éclairé et protecteur de Voltaire.

17 h. 50. Espace musical; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM; 19 h. 10. Hexagonal : Carnets de médecine (La dame aux chats, prod. FR 3-Bordeaux); 19 h. 55. Spécial sports; 20 h. 5. Les

animaux chez eux : Les marais des Everglades; 20 h. 10. L'homme question, Jean Paul, directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur »; 21 h. 30. Emission de l'INA : Cinéma-courant.

Coloriages de J. Barthe; Miro-couronnes, de F. Pélissier; Les dix qui viennent à bout de tout, d'E. et E. Lennard; L'invitation au voyage, de R. Cohen.

22 h. 30. FILM (cinéma de minuit) : EVE, de J. L. Mandel (1960). Avec B. Davis, A. Baxter, G. Sanders, C. Holm, C. Merrill, H. Marlowe (v.o. sous-titré, rediffusion).

Une jeune fille pauvre et ambitieuse se glisse dans l'intimité d'une grande comédienne de théâtre et, à force de ruses et de trahisons, réussit à la suppléer.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie interrompue : Christopher Middleton (reprise à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance : Mort et transfiguration de W. Reich (rediffusion); 8 h. 30. 1912 (rediffusion); 8 h. 30. Saïgon d'hiver, succès des autres; 9 h. 7. Les matinales de la littérature; 10 h. 45. Questions au Congrès; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : Alfred Cortis, par B. Gavoty; 12 h. 15. Ainsi va le monde : Parti pris; 12 h. 45. Panorama; 13 h. 30. Musique extra-européenne; 14 h. 5. Un livre, des voix : « John L'Enfer », de D. Decol; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture; 18 h. 30. Nouvelles de la photographie : « La Patience »; 19 h. 30. Biologie et médecine;

20 h. Evocation : Léon-Paul Fargue et nous, de Cl. Roland-Manuel; 21 h. 30. Concert : « Marie au Calvaire », de R. Calmel, par l'Orchestre J. Barthe, les chœurs du Panthéon et de Luxembourg; F. Boyer, H. Calmel, M. Piquemal, D. Delorme, dir. R. Calmel; 22 h. 5. Entretiens avec P. Mauriac (rediffusion); 23 h. 5. Dramatique : Tout cela est fragment.

20 h. 30. Portrait : Ella Mailland, de Ch. Jacob, réal. J. Brad (FR 3-Paris); 22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

22 h. 5. Séries : Les séries (titre nos « Boule-Voir »).

Les écrans francophones

Lundi 12 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Mission impossible; 21 h. Les Horreux, film de W. Graham;

TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. Les rues de San-Francisco; 21 h. Les sinécures, film de M. Pagliaro, J. Delanoy et Christian-Jaque;

TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Comme les étrangers; 22 h. 5. Entretiens avec des psychologues; Jacques Lupin; 23 h. 45. Savoir-vivre; 23 h. 10. L'homme et la ville;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Pense et gagne; 20 h. 20. Vingt-cinq fois la Suisse; Soiree; 21 h. 10. André Gassman; 22 h. A l'écoute;

Mardi 13 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Haute tension; 21 h. La Sentinelle cadavérique, film de J. Drevillon;

TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. La

petite maison dans la prairie; 21 h. Chanson, film de A.V. Molodtsov;

TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Les sentiers du monde; 21 h. 10. Contes de châteaux; 22 h. 20. Balade sur le désert et le malin;

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Pense et gagne; 20 h. 20. Vingt-cinq fois la Suisse; Soiree; 21 h. 10. André Gassman; 22 h. A l'écoute;

TELEVISION BELGE : 19 h. 50. Comme les étrangers; 22 h. 5. Entretiens avec des psychologues; Jacques Lupin; 23 h. 45. Savoir-vivre; 23 h. 10. L'homme et la ville;

TELEVISION SUISSE ROMANDE :

par Maurice Le Lannou

y en eut de plus nuancées, que J.-L. Bacqué-Grammont étudie excellemment, dans les domaines de la religion et de l'art.

toire. Qui refuserait d'apprendre on ne s'entendrait rappeler que Ferganah, privée de l'appuy du khangir d'un Khan d'Egypte, aux deux des assés intellectuel, inventa le parchemin et lui donna son premier nom ? Que le manuscrit d'Hali-carname fut détruit, non par Tamerlan, mais par les chevaliers de Rhodes, qui tirèrent de l'une des sept merveilles du monde les pierres et la chaux nécessaires à leurs fortifications ? Qu'il y eut des cosmaques asses marins pour semer la terreur sur la côte anatolienne et même assez loin dans l'arrière-pays ? Que la cathédrale bâtie à Kars au cours de quarante années (1877-1920) d'occupation russe ait aujourd'hui une centrale nucléaire ? Les années de la guerre civile se conduisirent pas trop bien à Smyrne vers 1920 ? Que le pont sur le Bosphore fut achevé en 1973 ?

La petite histoire et les étrangetés de la nature font les guides appréciés et les beaux livres d'images, elles ne suffisent pas à faire voir un pays. Mais l'orientaliste averti qu'est J.-L. Bacqué, dans son livre, nous fait saisir les régions d'affrontement, ce qui est vrai de la géologie comme des sociétés humaines — entre une Asie massive et une Europe dévolée, les curiosités suscitées par le volcanisme ne diminuent en rien le caractère d'originalité de ces régions, leurs particularités de relief et de climat, laquelle prépare bien l'établissement, sur cette Asie Mineure, d'un conquérant avide de fixation. Il sait aussi que la petite histoire est ici — à la différence de ce que nous voyons en Occident — le tissu même de la civilisation, et qu'il ne faut pas se contenter de la lire, mais la vivre, ce qui donne à son ouvrage un attrait peu commun. A chaque détour on y trouve, à propos d'un site, d'une ville, d'une tradition, d'admirables raccourcis où l'histoire se déroule dans une incroyable succession de substitutions de civilisations, de substitutions qui sont, sur toute l'Anatolie et ses îles, les fondements mêmes de la continuité.

* Voir la Turquie, texte de Jean-Louis Bacqué-Grammont (sur des photographies de Roland et Sabrina Michaud). Hachette Réalités, 1977, 130 pages, 79 F.

Sur les lisières, c'est Istanbul qui représente le plus parfaitement le sou-

venir des heurts et des rencontres de peuples. Ce « carrefour des vents et des climats », à la situation et exceptionnelle, et qui rassemble cent ethnies, devait devenir, à partir d'un médiocre comptoir hellène, la capitale de vastes empires. Quel ait été Chateaubriand, « encore *blond* de sa pèrle littéraire », Hellène, *décidé* à l'Europe, n'est pas étonnant : cette optique philhellène est celle d'une Europe jalouse de ses héritages et, en dépit des vagues passagères du Grand Turc, peu encline à accepter de nouveaux apports. Sur les listes encore. Edirne (jadis Andrinople) et Bursa, deux anciennes capitales, marquent des étapes de la conquête ottomane.

La capitale actuelle, Ankara, exprime au contraire, par sa position centrale, par son site sans qualités particulières, une volonté de repli sur des assises plus nationales, au cœur d'un Etat qui demeure de bonne corneille. Certes, cette Angora « fuchée sur un rocher au milieu de la plaine aride et mal reliée à la mer », qu'on a voulu rendre « propre que ses cailloux à longue laine, avait vu passer Alexandre et était une halte nécessaire sur la route des caravanes d'Orient, mais, peuplée de quelque trente mille habitants, elle restait bien éloignée du prestige de Konya. Atatürk — Constantine répudiée pour son cosmopolitisme — préférait pour sa capitale une ville « plus nationale », la noble cité trop conservatrice et, trop religieuse des derviches. C'était vouloir repartir sur des fondements austères. J.-L. Bacqué-Grammont montre le lent avènement de la ville moderne, où « les édifices de l'entre-deux-guerres, sévères bâtisses dans le goût germano-hellénique, affichaient déjà cette monotonie propre aux modernes déserts », et où l'on s'émancipait de l'« ombre de Constantinople » pour aujourd'hui dépassées : il y aura fallu un demi-siècle, mais ANKARA, avec « un million d'habitants, commence enfin à ressembler à une grande capitale » et « il semblerait » qu'elle soit devenue « une ville agréable à habiter ».

Parmi ses armoiries, Bacqué-Gram-

Mont traîstait volontiers en tête le Musée hittite qui, à la fin seul, rustifierait un voyage». Fort bien présentées (comme la «néologie» et la «préhistoire») on trouve rassemblées les plus belles qu'on ait découvertes en Turquie dans les sites hittites, ourartéens, phrygiens et autres. Mais le souvenir hittite l'emporte et témoigne, à l'égard du majestueux mausolée d'Ataturk, d'une volonté de regroupement sur tout l'axe de l'histoire nationale. Si Mustafa Kemal a tenu à Angora, c'est en partie parce que la bourgade était proche de quelques hauts lieux hittites, et... «bienôt élevés au rang d'antécédents ethniques, les lointains Hittites se virent octroyer une place de choix dans la civilisation nationale, et dans l'histoire, dans les années qui suivirent». Chaque peuple désigne ainsi avec soin ses pères, même s'il doit y mettre quelque artifice.

En vérité, c'est la double face de la Turquie que révèle tout ce mouvement. Il y a de la mésentente dans l'Etat diminué qu'Ataturk a si énergiquement reconstruit, et même temps la forte identité nationale qui a permis de vivre pendant des millénaires. «Anatolie fut un carrefour, un marché, un champ de bataille qui virent converger bien des peuples. «Qu'ils fussent Hittites, envahisseurs dorien ou gaulois, colons romains, Goths et Slaves déportés par Byzance, Turcs enfin, tout finirent par pénétrer dans l'Anatolie», cent fois battue dans son histoire, mais toujours si fièrement particulariste contre Persépolis, Rome, Constantinople ou Istanbul.

Cette remarque est pleine de sens. L'identité du peuple turc n'est pas faite de traits raciaux, quelque solide et trapu que soit le paysan anatolien, mais d'une histoire vigoureuse qui dut comporter, face aux ennemis et aux cooptiques, maintes affirmations ou réaffirmations d'ordre national. Il y eut de brutales, face aux Arméniens, aux Grecs, à divers groupes d'une Anatolie orientale qui n'a point encore perdu sa sévère vocation frontalière. Il

L'Islam à la turque n'est-il pas déjà un compromis? Le fondateur de l'empire des Mervévia, Mérviana, contribua à rallier définitivement les Turcs à la religion coranique, accordait une place essentielle à « ce ballet rituel qui rappeleait fortuitement aux nouveaux venus en Anatolie la transe sacrée des chamans de Haute-Asie, encore fraîche dans leur mémoire sinon dans leurs pratiques dans ce qui concerne l'art, les jugements des poètes qui communiquent sur son origine divine, l'absence d'éléments extrêmes. Un courant philhellène influent tenait pour définitif que le monde ne doit rien de Turcs hormis le yaourt et certain type de lieux d'aisances. En réaction violente, le nationalisme turc, ombrageux, prêcha ou peaufina ses sacralités d'Asie centrale, avait pour slogan « un char de menzuz à deux bosses les plans du medrese Cleu de Sinas. » J.-L. Bacqué-Grammont remet les choses dans leur mesure. Il est certain que les Seldjouds ont élevé en Anatolie, aux Balkans, au Caucase, des édifices magnifiques monuments. Il est vrai aussi qu'ils gardaient en mémoire des formes admirées en Iran, et qu'ils avaient sous les yeux des modèles byzantins. D'autre part, ils firent appel à nombre d'artistes turcs, syriens, persans, et à des artisans turcs, persans à la traiter de copistes. Mais valait la voie du bon sens, et « on finira bien par admettre que les Seldjouds aient bâti ce qu'ils voulaient selon leur goût par des gens venus de tous les horizons avec leurs propres techniques, leurs idées d'artistes étant le résultat réellement de l'art turc », et qu'il en résultait un art original.

Il n'y a pas contradiction entre l'utilisation des acquis de civilisations supérieures — surtout quand on s'enfonçait comme les tribus turques au cœur des foyers prestigieux — et la sauvegarde d'une personnalité robuste et pure. Au fait, quel qu'on pense communément, la pureté nationale, chez les peuples forts, ne s'acquiert-elle pas, plutôt qu'elle ne s'efface, au fil des épreuves et des fréquentations ?

LA SOUPE AUX COQUES

myres de la Régie de la langue française (du Québec). Le clam est un coquillage atlantique, mais d'abord américain. Le terme anglais (*de clam*, se tenir serré) a donné en argot américain *a clam*, un type ennuuyé, qui ne desserre pas les dents, mais se serre les poignets d'argent (d'apaiser) de 1 dollar, et par extension le dollar (2).

Ce clam, de la famille de motlusques des *Venus mercenaris*, est (nous apprend un spécialiste (3), cité par le *Supplément au Grand Robert*) : «... coquillage commun d'Amérique (N. B., après 1945) et acclimaté depuis quelques années dans la région de la Seudre... ». Le Trésor de la langue française l'enregistre, ce qui en fait (à moins d'être exagérément nationaliste) un mot français à part entière, et surtout digne du plume de Jules Verne comme un coquillage comestible... des côtes d'Afrique.

Son correspondant le plus proche en France paraît être la palourde. C'est d'ailleurs sous le nom de coque (ou saucé) aux palourdes, ou « aux grosses coques », que les Acadiens présentent et dégustent leur *clam Chowdry*. Il est à peu près certain que, même si l'on ne parle pas palourde, on parle pas rigoureusement le même coquillage, scientifiquement parlant, ils le sont pour l'usage courant.

Au reste, le nom méridional de la palourde, la *clorivise*, évoque la même idée de fermeture serrée (clavrs, klam). Par exemple, la *mye québécoise* n'est (un peu) plus en France que des conchyologues, qui l'appellent comme la palourde, soit bien de la famille des myes, mais il n'est pas plus heureux d'obliger les restaurateurs ou les épiciers à proposer de la « chaudrée de myes » que de leur demander de vendre des boîtes de *bœs communs* pour du bœuf, ou de la *patouille* vulgaire pour de la langouste.

En matière de terminologie, le mieux est l'ennemi du bien. Des

Autant est heureuse la « chaudière », autant sont suspectes les

trois solutions possibles : considérer *clém* comme francisé; lui donner son équivalent français le plus proche, *palourde* ou *clovisse*; ou se singulariser..., la Règle de la langue paraît avoir choisi la troisième.

Encore le reculoir...

[illegible]

Pourquoi la même pièce de harnais a-t-elle pu recevoir concurremment deux appellations aussi dissemblables que *reculoir* et *avaloir* ? Selon les régions et les métiers (militaires, laboureurs, charretiers), et selon nos lecteurs, n'y a-t-il pas l'autre de cette pièce de harnais, qui est le *recul* ? La fonction de ce harnachement est très assurée : il permet au cheval de limon soit de faire reculer son véhicule, soit de le retenir dans une descente.

Mais précisément, la descente, c'est l'*aval*, le plus souvent l'*aval* du cou de cheval ; mais, annuellement aussi, d'un chemin. La même pièce était donc une *reculoir* quand on pensait plutôt à l'une de ses fonctions (faire reculer le véhicule), une *avaloir* si l'on pensait à l'autre (le retenir dans une descente).

La première action, étant de beaucoup, plus fréquente que l'autre (qui pouvait être assurée par un frein), l'a emporté. Mais, m'écrivent d'autres correspondants, soyons plus précis encore. « Être

sur le reculoir » existe bien, ou a existé naguère, dans le Quercy et l'Albigeois, en Bourbonnais, en Bretagne — autant dire dans toute la France paysanne.

Et l'application en est différente et subtile. Tirant une charrette ou une volutrette de munitions, un cheval vieilli, ou un mulet mené à la main par un conducteur marchant à sa tête, renâclait souvent à escalader un talus ou une butte. Il se campait alors sur le recul tandis que son conducteur le tirait par la bride, et que le meilleur gagne !

D'où l'application (moins rare qu'on ne le croit, m'écrivent des lecteurs de province) de l'expression *être sur le reculoir* à des hommes réservés, taciturnes, méfiant, etc. En ce sens, c'est toujours le reculoir qui est employé. Appliqué à l'inflation, être sur le reculoir c'est être sur la défensive.

On ne peut en tout cas qu'apprécier la force de ces deux mots ou expressions (la chaudière, être sur le reculoir) ; s'étonner de leur absence dans nos dictionnaires ; et encourager les amateurs d'une bonne langue à les utiliser hardiment.

Toujours de nos lecteurs, un complément d'information sur les noms des doigts. Limitons-nous aujourd'hui à deux des noms les plus étranges donnés un peu partout en France à l'annulaire.

D'une part, la série : *malaki*, *malassé*; d'autre part, la série : *Jean-dusso*, *daussau*, etc. Je ne voyais d'explication ni à l'une ni à l'autre; et il ne semblait pas qu'il en existât une. Mais, recoupés et articulés, les témoignages de nos lecteurs pourraient offrir une hypothèse plaisante. Ce *malaki* s'écrit entre autres : *mal-acquis*, et *malassi* : *mal-assis*. Quant à l'autre, c'est *Jean-du-soi* qu'il faut lire en tout cas.

Autant de termes qui évoquent irréellement le triste sort de l'homme marié, qui porte à l'annulaire la preuve de son servage. C'est « Jean-le-sot » ; ou bien son anneau de mariage est « mal-acquis », et l'on sait que bien mal acquis ne profite pas. Rien ne confirme absolument cette hypothèse ; elle vous aura du moins amusés.

JACQUES CELLARD.

TÉMOIGNAGE


Nous ne sommes pas des négriers

À la suite de l'article d'Alain Girardo sur « La cueillette des framboises » (le Monde du 11 août), Mme Janine Gardin, agricultrice à Velleron, nous a adressé le témoignage suivant dont nous respectons le style :

SI nous employons de la main-d'œuvre étrangère, c'est parce que nous ne trouvons plus de travailleurs français voulant exercer ce métier, mais de là à nous traiter de négriers utilisant de la « main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, dans des conditions de vie invraisemblables, pour des salaires ridicules !... Nous avons une petite exploitation, mais il y a des moments, il faut pas mal de personnel. Il faut que l'employeur respecte le patron et que ce dernier respecte ses employés. Cette année, j'avais six nationalités, six langues différentes et six législations différentes et presque tous analphabètes.

Notre chef de culture vient chez nous depuis quinze ans. Il est Espagnol ; il a acheté à Valladolid un appartement qu'il loue : un très bon prix (bien qu'il fournisse de l'argent à sa famille). Notre tracteuriste, plus jeune,

vient depuis six ans. Il est très heureux de
travailler de finir de payer une maison qu'il
son qu'il a achetée. Quant aux Arabes,
Arabes, s'ils ont fait misérablement mal-
ils ne sont pas malheureux ; ils ne sont
arrivent en février, une majorité d'entre
de de la région. Ils ont été très mal-
renouvellement, le tâche est très
quelles soient valables dix ans, ils ont
ainsi que leurs crânes de séjour) ;
ils ont très froid car cela fait un
contraste ; ils ont une grande
partie de l'année le feu de bois
qui brûle dans la cuisine et dans
la chambre. Ils ont des vêtements
gas, chacun, selon s'il a une fa-
mille nombreuse ou pas, apporte
un cadeau, qui un sac d'orange-
sueilles la veille dans le jardin
avec des vagues de dattes mû-
res, le tout d'un savoir inconnu
de la région. Ils ont des droits
droits pour tout, allocations et
salaires, ils se payent le voyage
en avion), qui apporte un sac à

NEUCHÂTEL SUISSE
« l'hôtel sur l'eau »
 Beaulac

main, un tapis, un brûle-parfum, des corbeilles à pain, des chaus-sures, une table basse en cuivre, une théière ou un plateau en argent; ils sont logés, chauffés, éclairés; ils ont toute leur literie lavée, désinfectée, repassée, reprise, des légumes et fruits à volonté, lorsqu'il y en a.

Il faut avoir pitié d'eux car les sont déracinés, huit, neuf mois loin de chez eux. Il faut les décoller pour leur donner la vie. Les nouveaux parlois depuis trois ans n'ont rien touché. Il faut s'occuper de leur famille de maladie, leur coller les vignettes, s'occuper des remboursements, auprès du consulat des demandes de changement de nom car les sont légion à s'appeler pareillement et il faut un nom devant qui les différencie car leurs noms sont les mêmes. Il faut aussi établir car il n'y a en général que l'armée de la naissance et encore faut-il qu'elle soit exacte. Il faut surveiller la validité de leur carte de travail et de séjour et les aider à faire leur dossier. Pour cela, j'établis chaque année un calendrier que je leur envoie afin qu'ils aient tout à jour.

Moi, à longueur d'année, je fais des papiers pour les aider et vous nous comparez à des négriers ! Ils ont leur douche, leur W.C., des éviers convenables, des réchauds à gaz qui fonctionnent bien, beaucoup de vaisselle, des bassines pour laver ce qu'ils ont envie de laver, fer à repasser, transistors, certains ont des voitures, d'autres des motocyettes. S'ils font de la cuisine, ils la font bonne et boivent du thé excellent. Chaque nationalité vit séparée, cela est préférable. Vous ne savez sans doute pas que les patrons travaillent en saison seize heures par

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvaget.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

NEUCHÂTEL SUISSE
« l'hôtel sur l'eau »
Beaulac

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RENTRÉE SOCIALE

Les syndicats dans l'arène

**M. BERGERON (F.O.)
RÉAFFIRME SA VOLONTÉ
DE PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE
SYNDICALE**

A Paris, prenant la parole devant dix mille personnes (chiffre des organisateurs) le 9 septembre (dernière édition du Monde du 9), M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a réaffirmé la volonté de préserver l'indépendance syndicale à l'égard des partis et de l'État, quel que soit le gouvernement. Le centre ne donnera pas de consignes de vote au printemps prochain, conformément à sa doctrine : « Nous ne laisserons pas dériver le mouvement syndical de sa voie naturelle du fait de ce que certains appellent la gestion démocratique, la planification en démocratie, et plus encore l'autogestion. Préservons l'autorité du syndicat qui, en aucun cas, ne saurait être diluée dans des rassemblements irresponsables. C'est la meilleure garantie que nous puissions offrir aux travailleurs, mais aussi à la démocratie ! », a dit M. Bergeron, en rappelant que, vingt-cinq ans, les groupes Force ouvrière avaient quitté la C.G.T. « complètement dominée par le P.C. ».

Condamnant la politique de M. Barre, le syndicaliste a souligné l'aggravation du chômage et la dégradation du pouvoir d'achat. Cependant, il estime que, dans les discussions sur le secteur nationalisé, l'écart entre le gouvernement et les fédérations n'était pas tel que des accords soient impossibles.

Il a ensuite critiqué notamment les propositions de M. Maire sur le resserrement de l'éventail des salaires, la suppression du remboursement des médicaments « de confort », le refus du gouvernement de négocier une convention collective pour les travailleurs du secteur nucléaire, etc.

A l'intention des signataires du programme commun, M. Bergeron a réaffirmé que F.O. était « catégoriquement opposé à l'instauration de régimes paritaires dans un vaste système de Sécurité sociale afin de préserver leur autonomie et le système actuel ».

Une délégation des ouvriers cégétistes de l'entreprise Fumron a été reçue, vendredi 9 septembre, au ministère du Travail et de la Justice. Selon la C.G.T., le principe d'une « table ronde » à Nîmes, convoquant toutes les parties en présence, aurait été retenu.

« Quelques points d'accord récents sur les mesures sociales à réaliser demain ne suffisent pas à fonder une communauté de vision sur la société à construire. » En répliquant ainsi à l'interprétation que l'Humanité avait donnée de son discours de Strasbourg, le 7 septembre, M. Edmond Maire intervient dans le débat sur la mise à jour du programme commun avec un langage d'autant plus rude qu'il avait été longtemps contenu.

En relevant, devant les militants alsaciens, les insuffisances du programme de la gauche en ce qui concerne les droits nouveaux des travailleurs, le retour au plein emploi, l'éducation et le financement du chômage social, M. Maire avait prôné la « justice distributive » : le P.S. avait-il dit, reste « discret et flou ». Ses propositions apparaissent « trop timorées ». Celles du P.C. sont « plus ambiguës », mais le financement semble insuffisant et il ne s'attaque pas assez aux hautes revenus. Sa politique économique risque de mener à l'inflation et au « nationalisme économique ».

Dans son compte rendu pour le lendemain, l'organe du P.C.F. n'avait mentionné que curieusement deux des critiques qui le visent. Il avait, au contraire, exploité celles qui s'adressaient au parti socialiste. Est-ce là, demande M. Maire, le débat public dont M. Barre parle tant qu'il ne masquerait aucun problème ? Il faut enfin « sortir du jeu électoral ». Les vingt lignes qui suivent dans le communiqué de la C.F.D.T. sont un tir à balle rouges sur la stratégie de transformation sociale du P.C.F., sa doctrine économique et sa conception des nationalisations.

Cependant M. Maire n'a pas été seul à demander des éclaircissements au P.C.F. et au P.S., durant cette semaine où se sont fait entendre la quasi-totalité des témoins du mouvement syndical : tous ont réaffirmé bien haut leur indépendance vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de gauche ou de toute autre tendance.

Pour sa part, M. Georges Séguy a réclamé des lumières aux socialistes sur « la légalité, les hauts revenus et l'éventail des salaires », en reprenant — il l'a souligné — les termes mêmes employés la veille par M. Maire. Le secrétaire général de la C.G.T. ne cite le P.C.F. que pour approuver sa position. Il a dressé ensuite un catalogue de dix questions. La plupart avaient trait au caractère quantitatif des mesures sociales. Celles qui

concernent les nationalisations, les droits des travailleurs et des syndicats étaient simplement énumérées. Ces derniers points, au contraire, avaient été longuement détaillés devant les Strasbourgeois par M. Maire, avec le développement qu'il consacra à la plate-forme cégétiste rendus publics en mai dernier.

Quant à M. Henry, secrétaire général de la FEN, il a demandé aussi des explications sur le financement des mesures sociales sans inflation, sur les nationalisations, les salaires, l'emploi, etc. Il s'est étonné et s'inquiète de l'extension de la polémique de la gauche, « sur l'initiative, dit-il, du P.C.F. ».

Le chassé-croisé des alliances

Ainsi donc, de tribune en tribune, de conférence de presse en communiqué, ont affleuré les réticences, les accusations, les réquisitoires que l'on avait plus ou moins fait taire jusqu'alors.

La C.F.D.T., hérissée par la manœuvre du P.C.F., qui tentait de l'utiliser contre le parti socialiste, reprend maintenant tous ses griefs contre les communistes. Elle n'a pas enregistré sans irritation les propos de M. Séguy lorsque celui-ci, avec plus de doigté cependant que le P.C.F., a mis en valeur les critiques adressées par M. Maire au parti de MM. Mitterrand et Ricard (— qui est aussi la part du secrétaire général de la C.F.D.T. et de nombreux militants de cette centrale).

A la FEN, M. Henry n'accuse pas seulement les dirigeants communistes de « donner le sentiment de sombrer dans un anti-socialisme primaire tout aussi condamnable que l'anti-communisme primaire que la FEN n'a cessé de rejeter ». Il reproche aussi à la C.F.D.T., en défendant des projets trop antérieurs, de mettre en difficulté le futur gouvernement de gauche avant même sa naissance, et de déconcerter ses partisans.

Pour le leader des enseignants, comme pour M. André Bergeron, il n'appartient pas aux syndicalistes de faire des projets de société. Ce rôle revient aux partis politiques, au sein desquels le syndicalisme exerce ses choix de citoyens.

Le bilan syndical de ces derniers jours s'analyse en une série de chassés-croisés, d'attentes et de désaccords, variant selon les sujets et les organisations. L'autogestion cristallise toujours contre la C.F.D.T. les sarcasmes de F.O., le scepticisme de

la FEN et l'ambiguïté de la C.G.T. M. Maire, à Strasbourg, s'est plaint du P.C.F. qui n'en parle « que comme d'un objectif lointain », et se retire au centrisme démocratique, tandis que le P.S. semble souvent « présidential ».

À quelques nuances près, malgré les affirmations des cégétistes, M. Maire est aussi isolé lorsqu'il parle du contenu social des nationalisations, des conseils d'atelier ou de la hiérarchie des salaires. Mais, sur ce dernier thème, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN se retrouvent en cœur pour accuser M. Charpentier, président de la C.G.C., de faire le jeu du patronat et de la majorité. En revanche, la mise à jour du programme commun réunit la C.F.D.T. et la FEN dans une même réserve à l'égard du P.C.F., tandis que M. Bergeron, dans son discours de Pantin, n'a rien cédé de son anticommunisme dans lequel il associe la C.G.T. et les communistes.

Comme il n'y a jamais divorce entre les positions de la C.G.T. et celles de la C.F.D.T., il n'est pas étonnant que tout aille pour le mieux lorsque MM. Maire et Séguy se retrouvent à la fin de septembre, comme ils viennent de l'annoncer, pour confronter leurs plates-formes respectives, afin de ne pas se présenter en ordre dispersé, le cas échéant, devant un nouveau gouvernement.

L'heure n'est pas aux vaines polémiques mais à la cohésion de toutes les forces syndicales — à cet impatience M. Séguy en ajoutant : « Pas de répit pour M. Barre jusqu'aux élections. C'est aussi ce qu'on a déclaré, de leurs côtés, les dirigeants de F.O. comme ceux de la FEN ou de la C.F.T.C. Sans doute faudra-t-il de la persévérance pour mettre d'accord les partisans du « tout ensemble » et harmoniser les actions « diversifiées » qu'ils entendent mener. Cependant, il y a de fortes chances pour que le mois d'octobre ne s'écoule pas sans que soit organisée une grande journée interprofessionnelle.

JOANINE ROY.

EMPLOI

MONTEFIBRE : le ministère du travail refusera tout licenciement collectif dans les conditions actuelles.

Les représentants syndicaux de l'usine Montefibre, de Saint-Nabord, ont reçu l'assurance, vendredi 9 septembre, au ministère du Travail, que « toute demande d'autorisation de licenciement collectif ne saurait être acceptée dans les conditions actuelles ».

« La poursuite de l'approvisionnement de l'usine, précise un communiqué du ministère, constitue un préalable auquel les pouvoirs publics attachent une particulière importance. »

Montefibre, France, a d'ailleurs annoncé vendredi une nouvelle livraison de fuel à l'usine de Saint-Nabord. Dans un communiqué, la société indique qu'elle pourrait l'assurer du dossier, en liaison avec les pouvoirs publics, afin d'en limiter, autant que faire se peut, les conséquences sociales dont elle est parfaitement consciente.

Enfin, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort (P.S.), a suggéré, vendredi à Saint-Nabord, d'installer à l'usine un groupe public. « Dans un premier temps, a-t-il souligné, l'usine pourrait être reprise par Elf-Aquitaine dont on connaît la capacité à traiter les déchets du pétrole. À plus long terme, le relais serait pris par un groupe chimie-azote issu de la nationalisation et de la restructuration de Rhône-Poulenc ».

M. Jean-Claude Bousquet estime que la rumour annonçant mille deux cents licenciements dans ses établissements des Vosges (le Monde du 1^{er} septembre) est « dénuée de tout fondement », a déclaré dans un communiqué M. Marcel Hoffer, député R.P.R. des Vosges. M. Bousquet, gérant du groupe, a indiqué, précisant la communauté que « tenant compte de la situation extrêmement sérieuse que traverse actuellement l'industrie textile, la totalité des moyens dont dispose le groupe est consacré à la recherche de toutes les solutions susceptibles de préserver l'emploi pour le personnel des entreprises qu'il contrôle ». — (A.F.P.)

Ford, second constructeur d'automobiles mondial, va implanter à Bridgend, dans le sud du Pays de Galles, une usine de moteurs qui créera deux mille cinq cents emplois. Cette unité représente un investissement de 180 millions de livres (1,54 milliard de francs environ), elle devra être achevée au début des années 1980 et, selon les estimations du gouvernement britannique, entraînera la création de quelque dix mille emplois chez Ford — Grande-Bretagne et chez ses sous-traitants. Les travaux commenceront dans le courant du mois de septembre.

JAPON

Les prix de gros ont augmenté en août de 0,3 % par rapport à juillet, et de 0,8 % par rapport à août 1976. Toutefois, ils sont encore en baisse de 0,2 % par rapport à janvier 1977. La hausse du mois d'août, qui est la première en trois mois, est due à un relèvement de 2,4 % des prix de l'acier laminé. — (A.F.P.)

SUISSE

Les prix à la consommation sont restés stables en août. En un an, le coût de la vie a augmenté de 1,3 %. C'est la première fois depuis 1969 que l'indice n'a pas augmenté en août. En juillet, il avait subi une légère hausse de 0,1 % par rapport à juin. — (A.F.P.)

AGRICULTURE

Réunis en congrès

**LES PRODUCTEURS
DE FRUITS ET LÉGUMES
S'INQUIÈTENT
DE L'ÉLARGISSEMENT
DU MARCHÉ COMMUN**

L'élargissement du Marché commun aux pays méditerranéens a été au centre des débats du congrès national des producteurs de fruits et légumes qui s'est tenu les 8 et 9 septembre à Perpignan. Au cours d'un déjeuner-debat auquel participait, le 9 septembre, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, M. Joseph Palau, président des producteurs de légumes, a insisté sur les dangers de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. et les Américains, a-t-il déclaré, valent dans l'entrée de l'Espagne un moyen supplémentaire de dénaturer le Marché commun agricole. Les Anglais ont été leur premier cheval de Troie, les Espagnols en seront les démolisseurs.

M. Jacques Blanc, secrétaire d'État à l'Agriculture, qui a clôturé le congrès, s'est cependant déclaré optimiste quant à l'avenir des producteurs de légumes. « Je ne me fais pas de souci dans l'immédiat pour la plupart d'entre vous, a-t-il déclaré. Les prix de l'année dernière ont pu compenser, et parfois au-delà, les pertes dues à la sécheresse et cette année nous devrions connaître des quantités normales et des prix bien orientés ».

M. Blanc a précisé que le gouvernement met des conditions précises à l'élargissement du Marché commun, et qu'en tout état de cause les règlements européens des fruits et légumes, du vin, du tabac de l'huile d'olive et de l'horticulture doivent être révisés dans un sens plus favorable aux producteurs. M. Blanc a enfin affirmé que le gouvernement reste attentif à éviter ou à limiter l'augmentation des prix « grâce à une gestion du marché qui doit pouvoir faire place à un montant raisonnable d'importations lorsque cela est nécessaire » et à une surveillance renforcée des marges des grossistes et des distributeurs, car « surtout là, des abus sont à dénoncer ».

Le Centre national des jeunes agriculteurs doit s'engager un dialogue constructif et continu avec tous les partis et toutes les organisations, sans toutefois être « à la remorque d'aucun parti », déclare M. Torréh, secrétaire général de la centrale syndicale paysanne, dans un éditorial du mensuel Jeunes Agriculteurs. « Le syndicalisme jeune n'a pas pour ambition de faire de la politique, mais il ne doit rien négliger pour faire connaître les problèmes des jeunes agriculteurs », ajoute-t-il.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARINE - WENDEL

Le président du conseil d'administration vient d'envoyer aux actionnaires de Marine-Wendel une lettre destinée à rendre compte de la conclusion des négociations entreprises avec les pouvoirs publics en vue de contribuer au redressement de la Société des Forges de Basse-Loire. Les mesures que le groupe va devoir prendre, un accord a été conclu avec le gouvernement le 23 février, un accord a été conclu avec les pouvoirs publics dont on sait qu'il comprend des dispositions de nature industrielle, sociale, financière et régionale. Dans ce cadre, le conseil d'administration de Marine-Wendel a décidé :

— de concentrer dans Sactilor les éléments de son patrimoine industriel concernés directement par l'activité sidérurgique afin d'en renforcer l'efficacité.

Dès maintenant seront transférées à Sactilor, à ce titre, les participations de l'Andromède et de l'Anap-Montmorin, dans les sociétés commerciales (Société et Société de l'Est, Ziegler, Constructions métalliques Puyot) et dans la Société des Forges de Basse-Loire (10 %). Ultérieurement, dès que les conditions d'évaluation et les perspectives financières le rendront possible, l'apport à Sactilor de la participation dans les Forges de Basse-Loire sera proposé aux actionnaires et dans l'immédiat la coordination industrielle est organisée.

— de renforcer les fonds propres de Sactilor, au moyen d'avances d'actionnaires, pas inférieures à 100 millions de francs, et d'incorporer au capital.

— et de s'associer, en outre, au financement de Sactilor pour 1977, par un emprunt de 125 millions de francs contracté auprès du F.I.R.E. et réparti à Sactilor aux mêmes conditions (en complément de prêts directs consentis par le F.I.R.E. à Sactilor).

Pour permettre à la société de soutenir cet effort exceptionnel tout en assurant le développement de ses autres filiales en leur donnant accès à un financement propre, la décision a été prise de proposer aux actionnaires des sociétés concernées, d'une part, que la Compagnie Générale Industrielle et financière soit absorbée par Marine-Wendel afin d'accroître la constance globale de ses actifs, et d'autre part, que les participations dans les sociétés dont l'activité n'est pas directement liée à celle de Sactilor soient placées dans une société nouvelle, la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations dans laquelle Marine-Wendel détient une participation importante ; la majeure partie de ses actions sera répartie entre les actionnaires anciens et nouveaux de Marine-Wendel, lui assurant ainsi un large marché financier.

Ces propositions seront soumises à la fin du mois de novembre aux assemblées générales extraordinaires des sociétés concernées.

A l'issue de ces opérations, les actionnaires de Marine-Wendel seraient également actionnaires de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations, ces deux sociétés étant ou devant être cotées à la Bourse de Paris.

Marine-Wendel détient principalement :

— Une participation de 47 % dans Sactilor, société renforcée comme il est dit ci-dessus ;

— Une participation dans la Société des Forges et aciéries de Dillier (39 %)

— Une participation de 30 % dans la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations ;

— Une participation de 18 % dans les Forges de Guenougon ;

— Et divers autres actifs dont d'importantes créances sur Sactilor.

La Compagnie Générale d'Industrie et de Participations détient les autres actifs dont notamment les participations dans :

— Le Comptoir Financier Orense-Loire (30 %)

— Orense S.A. (48 %)

— Les Forges de Guenougon (39 %)

— Les Sociétés cimentières de l'Est

— Les Forges d'Allevard et les sociétés de ressorts ;

— La Société Omas ;

— Diverses sociétés de métallurgie et de portefeuille ;

— Diverses sociétés de métallurgie et de services.

La transformation importante des structures du groupe qu'impliquent ces propositions permettra d'élargir ses moyens et de mener concrètement le renforcement de la sidérurgie et le développement de ses autres activités.

(PUBLICITÉ)

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE ET DE LA SAVOIE

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aménagement de la chute de GRAND-MAISON sur l'EAU-D'OLLE

Electricité de France, Service National, projette de réaliser sur le territoire des communes de ALLEMONT, VAJANY, OZ-AN-CISANS (Isère) et SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS (Savoie), l'aménagement hydro-électrique, dit chute de « GRAND-MAISON » sur la rivière l'Eau-d'Olle. Cet aménagement comprend :

- la construction d'un barrage sur l'Eau-d'Olle, au lieu-dit « GRAND-MAISON » (cote normale retenue 1 685 m.) constituant un réservoir de grande capacité ;
- le perçement d'une galerie d'amorçage et d'une conduite forcée ;
- la construction d'une usine souterraine au lieu-dit « LES VERNEY » ;
- la construction d'un barrage au lieu-dit « LES VERNEY », constituant un réservoir inférieur (cote limite d'utilisation 740 m.).

L'usine sera alimentée naturellement à partir du barrage de « GRAND-MAISON », ou après pompage par les apports du bassin versant de l'Eau-d'Olle au barrage du VERNEY.

MM. les Préfets de L'ISÈRE et de LA SAVOIE informent le public que, conformément à la décision en date du 20 juillet 1977 de M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat autorisant l'ouverture de l'enquête réglementaire sur la demande de concession d'activité publique, l'enquête publique sera ouverte, l'Electricité de France le 30 août 1977 pour l'aménagement de la chute de « GRAND-MAISON », une enquête publique sera ouverte, conformément aux dispositions de la loi n° 100 du 10 juillet 1976, sur le dossier déposé par Electricité de France à l'appui de ladite demande de concession.

1) Le dossier du projet sera déposé dans les lieux désignés ci-après, pendant quarante-sept jours consécutifs, du 19 septembre 1977 au 16 novembre 1977 inclus, où le public pourra le consulter :

- a) à la Préfecture de l'Isère, tous les jours, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. (sauf le dimanche et les jours fériés exceptés) ;
- b) à la Sous-Préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, tous les jours, de 9 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h. (sauf le dimanche et les jours fériés exceptés) ;
- c) dans les communes désignées ci-après :

Département de l'Isère :

- Communes d'ALLEMONT, VAJANY et OZ-AN-CISANS, tous les jours ouvrables de 15 h. à 18 h. y compris le samedi.

Département de la Savoie :

- Commune de SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS, tous les jours ouvrables de 15 h. à 18 h. et le samedi matin de 9 h. à 12 heures.

2) Pendant la durée de l'enquête, dans les lieux et aux horaires précités, le public pourra consigner ses observations sur un registre à feuillet non mobiles, déposé avec le dossier.

Celles-ci pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'enquête, au Préfet de l'ISÈRE et au Sous-Préfet de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, ainsi qu'aux Maires des communes indiquées ci-dessus.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être recueillies par un des membres de la Commission d'enquête, le 26 octobre 1977, de 9 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h. à la Sous-Préfecture de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, et les 3 et 4 novembre aux mêmes heures, à la Préfecture de l'ISÈRE.

La Commission d'enquête sera composée de trois membres :

- Président : M. GUERAUD Rémi, Directeur Général des Services techniques de la ville de GRENOBLE ;
- Membres : MM. BOUVIAT Christian, géomètre expert ; GONARD Denis, géomètre expert D.P.L.G.

3) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la Commission d'enquête, contenant ses conclusions motivées, sera déposée dans chacune des Mairies des communes intéressées ainsi que dans les Sous-Préfectures et Préfectures des départements où se trouvent ces communes.

La communication des conclusions de la Commission d'enquête pourra être faite à toute personne en faisant la demande aux Préfets des départements intéressés.

SUISSE

VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m

A VENDRE

dans domaine privé avec
environnement protégé

**APPARTEMENTS
DE LUXE**

dans

CHALET TYPIQUES
de 5 à 10 appart. seulement

VUE PANORAMIQUE

Credit 50 % sur 20 ans intérêt 6 %
Directement du constructeur

IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la réalisation d'un Complexe Plâtrier « Clés en main » dans la commune de M'DAOUROUCH (WILAYA DE GUELMA).

Les entreprises intéressées pourront se faire délivrer les dossiers d'appel d'offres à partir du 20 août 1977, ce contre la somme de 200 DA à l'adresse suivante :

S.N.M.C.
INDUSTRIAL ENGINEERING & DEVELOPPEMENT
« PROJET PLATRE »
B.P. 90 - GUE-DE-CONSTANTINE
KOUBA - ALGER.

Les soumissions doivent être adressées sous double enveloppe cachetée dont une portant la mention « APPEL D'OFFRES », Complexe PLÂTRIER M'DAOUROUCH - SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de remise des offres est fixée au 31 OCTOBRE 1977 à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi. Aucune offre parvenue après cette date ne sera prise en considération.

